

de la LIBERTÉ

CAHIER MENSUEL DE LIAISON : 41, avenue Montaigne, Paris (VIII^e)N^{os} 8 et 9

PRIX : 20 francs

JANVIER-FEVRIER 1952

L'ŒUVRE DU XX^e SIÈCLE

NOUS exposons dans les pages qui suivent ce que seront les grandioses manifestations organisées durant tout le mois de mai à Paris, par le « Congrès pour la Liberté de la Culture », sous le titre général : « L'Œuvre du XX^e siècle ». La tâche de l'« Association Française des Amis de la Liberté », celles des « Jeunes », celle de l'« Association des Femmes pour la Paix et la Défense des Libertés » est simple et claire : aider au maximum le Congrès dans la préparation de ce Festival ; y participer activement, accentuant ainsi le caractère populaire qui doit le marquer ; prolonger à travers le pays le grand écho qu'il ne manquera pas de susciter. J. E.

L'ŒUVRE du XX^e siècle, tel est le titre et le thème d'une vaste exposition des arts qui doit se dérouler à Paris tout au long du mois de mai, sous l'égide du Congrès pour la Liberté de la Culture.

Le but de cette exposition est, tout d'abord, de souligner combien le demi-siècle qui vient de s'écouler a été fertile en créations artistiques ; puis de prouver que ces créations artistiques n'auraient pas vu le jour si leurs auteurs, les grands maîtres contemporains, peintres, musiciens, écrivains, n'avaient pas bénéficié de ce climat de liberté qui est à la source même de notre civilisation.

Les œuvres les plus représentatives de notre époque, dans quelque domaine que ce soit, musique pure, théâtre lyrique, ballet, peinture et littérature, figureront à cette exposition. Nous avons déjà l'accord de divers groupements artistiques de grand renom, celui de plusieurs artistes indépendants et de nombreux auteurs. L'exposition se terminera par une série de conférences données par les personnalités les plus représentatives de la pensée contemporaine, et qui permettront de faire le point des tendances les plus significatives des littératures contemporaines.

Le Congrès pour la Liberté de la Culture est une institution qui groupe, les intellectuels de toutes sortes — philosophes, hommes de lettres, journalistes, musiciens, peintres et savants — sans discrimination de conviction politique ni de nationalité, dans le but de lutter contre le totalitarisme, agent destructeur de l'intelligence créatrice. Ses présidents d'honneur sont Benedetto Croce, John Dewey, Karl Jaspers, Salvador de Madariaga, Jacques Maritain et Bertrand Russell. Le président du Comité exécutif du Congrès est Denis de Rougemont, et son secrétaire général Nicolas Nabokov.

Le plan d'ensemble de l'Œuvre du XX^e Siècle comprend :

1. — Un programme littéraire.
2. — Une exposition de peinture.
3. — Un programme musical.

PROGRAMME N^o 1

Dans le programme littéraire s'inscriront six à huit conférences et quatre à six entretiens sur les œuvres écrites du XX^e siècle, et sur leur importance par rapport à la société d'aujourd'hui.

L'organisation de ce programme a été confiée à Roger Caillois, écrivain et sociologue, à René Tavernier, écrivain, journaliste et ancien directeur de la revue « Confluences », et

à François Bondy, journaliste, directeur des diverses publications éditées par le Congrès et principalement de la revue « Preuves »

Les auteurs les plus valables des diverses nations du monde occidental ont été invités à participer à cette série de manifestations qui se dérouleront vraisemblablement à la Sorbonne.

PROGRAMME N^o 2

L'exposition d'art groupera 120 à 150 toiles et sculptures qui viendront aussi bien des plus grands musées d'Europe et d'Amérique que de collections privées. Une importance particulière sera accordée aux œuvres qui n'ont pas été vues en France depuis les vingt ou trente dernières années. L'exposition sera consacrée à toute la période qui s'étend des derniers impressionnistes aux maîtres d'aujourd'hui ; elle comprendra les œuvres d'artistes exilés ou interdits dans les pays totalitaires.

C'est au Musée d'Art Moderne, quai de New-York, à Paris, que se tiendra cette exposition. Le comité responsable comprend James Johnson Sweeney, ancien directeur du Musée d'Art Moderne de New-York, et René Huyghe, professeur au Collège de France.

De quatre à six conférences sur l'art seront données par de célèbres critiques et historiens d'art internationaux.

PROGRAMME N^o 3

Le programme musical comprendra :

Deux ou trois concerts exécutés par l'Orchestre symphonique de Boston, sous la direction de Charles Munch et de Pierre Monteux.

Six spectacles que donnera le New York City Ballet de Georges Balanchine. Deux de ces spectacles seront entière-

ment consacrés aux ballets dont Stravinsky a écrit la musique. De plus, le Congrès a commandé à Georges Auric et à Henri Sauguet des ballets dont Balanchine sera le chorégraphe et qui seront interprétés par sa troupe dans des décors de A.-M. Cassandre et de Jacques Dupont, en mai.

Deux représentations de l'*Oedipus Rex*, de Stravinsky, que le maître dirigera lui-même. Jean Cocteau, qui composa le livret, est en train de préparer une nouvelle mise en scène et tiendra le rôle du récitant. Parmi les solistes, on entendra notamment Patricia Neway et Léopold Simmoneau.

Un concert à l'église Saint-Roch par le Chœur Saint-Guillaume de Strasbourg, sous la direction de Fritz Munch. Le programme comprendra le *Stabat Mater*, de Poulenc, dont ce sera la première représentation à Paris, et le *Magnificat*, de Bach, qui sera chanté à la mémoire des victimes des tyrannies du XX^e siècle.

Deux représentations de l'opéra d'Alban Berg, *Wozzeck*, par l'Opéra de Vienne et par l'Orchestre Philharmonique de Vienne.

Deux concerts exécutés par l'Orchestre de la Suisse Romande, sous la direction d'Ernest Ansermet.

Deux concerts exécutés par le R.I.A.S., orchestre de Berlin-Ouest, sous la direction de Ferenc Fricsay, avec la participation de Geza Anda. Le premier de ces concerts sera consacré aux œuvres de Bela Bartok, l'autre aux œuvres des compositeurs soviétiques qui sont interdites en Union Soviétique et dans les pays satellites.

Deux concerts par le Chœur et l'Orchestre de l'Académie Sainte-Cécile de Rome sous la direction d'Igor Markewitch.

Deux représentations du nouvel opéra de Benjamin Britten : *Billy Budd*, dont E.M. Forster écrivit le livret d'après le célèbre roman de Hermann Melville. Ce sont les chanteurs du Royal Opera de Covent Garden qui interpréteront *Billy Budd*.

Un dernier concert que dirigera Léopold Stokowsky et qui sera probablement donné au Palais de Chaillot.

D'autres manifestations, y compris un programme de musique de chambre, sont également à l'étude.

Discours prononcé par M. Nicolas Nabokov

Serétaire général du Congrès pour la Liberté de la Culture

au déjeuner de la presse anglo-américaine

NOUS vivons aujourd'hui dans un monde où la guerre n'est pas encore oubliée, dans un monde empesté par la crainte de la reprise des hostilités sur une échelle mondiale. Dans un tel monde, notre sommeil est troublé, nos journées sont tourmentées par les frictions réciproques que dans notre état de tension émotive et nerveuse nous créons. La terre guérit bien plus facilement que l'homme.

Aujourd'hui, les cicatrices de la guerre sont effacées des champs et des haies de Normandie, de la plaine alsacienne, des champs et des forêts de la plus grande partie de l'Europe ; elles ne subsistent que dans les villes en ruines que l'homme a construites et détruites de sa propre main — là seulement et dans l'esprit de l'homme.

Partout, dans la société européenne, on ne voit que blessures encore fraîches. Ce qui m'importe, ce qui importe à beaucoup de mes amis, ce sont les blessures que les intellectuels d'Europe ont reçues et le moyen de faire disparaître le souvenir qui empêche beaucoup d'entre eux de voir la réalité.

Les intellectuels d'Europe et, dans une certaine mesure, ceux des Etats-Unis, souffrent d'une désorganisation et d'une désorientation politiques composées des désillusions du passé et des craintes pour l'avenir, dans un monde troublé.

Beaucoup ont succombé à la stérilité, fruit du pessimisme. D'autres ont cherché une solution facile dans la condamnation totalitaire de notre grande tradition libérale occidentale, l'accusant d'être la source du mal qui accable le monde.

Ainsi, nous nous sommes retrouvés avec un grand nombre d'intellectuels moyens, les sans-foyers politiques qui ont perdu la foi dans les forces créatrices de l'Ouest. En particulier, en France et en Italie, beaucoup d'entre eux proclament avec amertume que notre culture est morte, que notre civilisation est stérile et décadente, que les fruits de nos efforts créateurs manquent, dans le monde actuel, de signification.

Il y a ceux qui ont fait un choix négatif ; convaincus que le monde est divisé en deux camps impérialistes, ils sont arrivés à cette conclusion : notre parti est le plus belliqueux et le moins cultivé. Ainsi, ils ont embrassé les idées totalitaires.

Nous, les membres du « Congrès pour la liberté de la culture », ne sommes pas d'accord. Nous pensons que le génie créateur des hommes, au cours de la première moitié du XX^e siècle a beaucoup contribué à l'épanouissement de la culture du monde. Nous sommes convaincus qu'une grande entreprise culturelle n'est possible que dans un climat de liberté, climat qui a été et qui est encore menacé par la naissance et le développement des doctrines totalitaires.

Nous croyons que nos écrivains, nos philosophes, nos poètes, nos peintres, nos compositeurs ont créé dans ce demi-siècle une œuvre qui représente une importante moisson intellectuelle. Nous désirons regarder ce qu'ils ont accompli et réa-

lisé. C'est pourquoi nous allons tenir en mai notre exposition internationale : « Les Chefs-d'œuvre du XX^e siècle ». Il est certain que nous ne pouvons pas, pendant cette courte durée, présenter tous les chefs d'œuvre de notre époque. Nous nous efforcerons plutôt de présenter, dans la plus belle interprétation et le plus noble cadre possibles, une sélection des plus remarquables réalisations artistiques de ce siècle.

Ce sera, à notre avis, le premier effort positif de l'Occident pour répondre à la propagande qui cherche à démontrer que notre culture est décadente, dégénérée et cosmopolite, propagande qui a atteint un tel crescendo ces derniers mois.

Nous présenterons au public européen de grandes œuvres de compositeurs contemporains, exécutées entre autres, et pour la première fois en Europe, par l'Orchestre symphonique de Boston.

Nous présenterons de célèbres ballets modernes dansés par les Ballets de Georges Balanchine, ballets originaires d'Amérique qui naquirent et grandirent dans la ville de New-York.

Nous espérons également pouvoir présenter, avec une distribution de chanteurs noirs, le remarquable opéra de Virgil Thomson et Gertrude Stein qui a été écrit à Paris. Nous espérons aussi avoir bientôt l'accord définitif du Covent Garden qui amènerait à Paris, pour notre Festival, sa création du nouvel opéra de Benjamin Britten, « *Billy Budd* ».

L'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Vienne donneront deux représentations de ce qui a été souvent appelé le plus grand des opéras modernes : « *Wozzeck* », d'Alban Berg, d'après le livre de Georgey Buchner. Cet opéra, dont le succès a été énorme en Europe et en Amérique, est important à mes yeux comme principal exemple de ce que les critiques soviétiques se plaisent à appeler musique décadente et dégénérée.

Il faut que je vous raconte une petite anecdote sur nos efforts pour trouver une autre œuvre musicale que les commissaires artistiques soviétiques trouvent décadente : « *Lady Macbeth of Mzensk* », de Dimitri Shostakovitch. Nous avions décidé que nous donnerions le dernier acte de cet opéra sous forme de morceau de concert. Ne pensant pas que cela poserait de problèmes, nous avions cherché ici des partitions de cet opéra. Nous avons fait une enquête approfondie, nous avons recherché dans toutes les librairies des Etats-Unis et d'Europe, et nous avons découvert qu'en 1937, sur l'ordre de Staline lui-même, la musique de cet opéra (d'un compositeur soviétique) qui avait été saluée à ses premières représentations à Moscou et à Léninegrad comme le plus grand chef-d'œuvre de la musique soviétique, avait été retirée de la circulation et que toutes ses partitions avaient été renvoyées en Russie pour être, je le suppose, enterrées par les artistes créateurs sovié-

(Suite page 19.)

LA VIE EN U.R.S.S. AU JOUR LE JOUR

POSONS D'ABORD LES PROBLEMES

CE numéro est destiné à fournir des éléments d'information permettant de savoir dans quelles conditions vivent en Russie ceux qui exercent les travaux les plus pénibles et qui reçoivent les rémunérations les moins élevées.

La condition de cette catégorie d'hommes ne devrait, dans aucun pays, laisser personne indifférent, soit pour des raisons de justice supérieure, soit pour des motifs d'efficacité à cause de la grandeur de la masse humaine considérée et de son importance dans le processus de la production.

L'étude de cette condition se heurte dans la Russie actuelle au célèbre décret du 8 juin 1947 classant parmi les données constituant un **secret d'Etat** les informations « sur l'industrie dans son ensemble et ses diverses branches, l'agriculture, le commerce et les voies de communication ». C'est ainsi que l'élément fondamental sur la valeur nominale et réelle des salaires échappe provisoirement à l'investigation.

Il fallait donc examiner d'autres problèmes essentiels permettant de juger du niveau de vie. **Celui du logement s'impose en premier lieu à l'attention** en raison surtout de la rigueur du climat qui en fait, vraiment dans le sens le plus direct, une question de vie ou de mort. C'est ainsi que les difficultés, qui apparaissent en Occident comme secondaires, prennent là-bas une importance tragique ; le défaut de ravalement conduit à l'écroulement des murs ; l'éclatement d'une conduite d'eau en hiver aboutit à l'impossibilité d'utiliser l'eau tant pour la boisson que pour les besoins élémentaires d'hygiène ; l'arrêt des canalisations vers les égouts entraîne la propagation des maladies infectieuses. A ceci s'ajoutent les destructions dues aux conséquences de la liquidation de quantité de paysans « en tant qu'ennemis de classe » et la dévastation créée par la dernière guerre. La lutte contre cette forme particulière de la misère exigeait surtout de la probité, de la régularité, de la méthode.

Or, sous prétexte de méthode, s'est introduite dans les Trusts d'Etat de la construction la plaie d'une bureaucratie envahissante, rapace et pénétrée de l'esprit d'arbitraire. Elle se heurte à une masse ouvrière qui ne peut répondre aux exactions qu'en accentuant à l'extrême la dérobade aux responsabilités : ceci se traduit par un marasme morne et triste.

Les mêmes caractéristiques se retrouvent si nous étudions le **problème des transports en commun**. Le nombre des voitures est extrêmement réduit ; elles sont forcées de parcourir d'énormes itinéraires ; à cela s'ajoute aussi bien de la part des directions de trusts que des chauffeurs le mépris du voyageur. Et c'est l'attente dans la neige et le gel pendant des heures, dans les stations ne possédant aucun abri pour voir souvent passer une voiture bourrée jusque dans les fenêtres de dos et de colis, déboulant en trombe pour stationner ensuite interminablement dans quelques villages parce que chauffeur et contrôleur sont partis faire des achats clandestins.

Mais le plus tragique est sans doute le mépris témoigné envers le travailleur blessé ou malade que révèle la **précarité des mesures de sécurité dans la production**. Réellement il est symbolique ce tableau de la route russe enneigée où un médecin et un blessé entouré de pansements voient défiler devant eux, sans hésitation, l'énorme mastodonte automobile qui ne daigne pas s'arrêter. Partant, même dans l'industrie lourde, dans la métallurgie, dans l'industrie du pétrole, dans les mines, les cris d'alarme retentissent devant le mépris témoigné face à la multiplication des malades et des blessés. Les dirigeants soviétiques ne parviennent pas se défaire de leur mépris pour la masse productrice qu'ils espèrent maintenir toujours à un niveau suffisant, surtout s'ils espèrent compenser les lourdes pertes par un renforcement du machinisme.

Qui sait si ce n'est pas à ces menaces dans l'industrie, à ce qui subsiste de raison dans une partie de la bureaucratie régnante redoutant de se lancer avec un pareil handicap dans une rivalité non seulement armée, mais aussi industrielle avec les Etats-Unis, que nous devons le répit dont nous jouissons ?

I. - LE LOGEMENT

UN des traits essentiels de la vie en société permettant de juger du niveau matériel et social de celle-ci est la qualité des constructions à usage d'habitation dont dispose la population du pays étudié. Il est impossible de fournir à ce sujet des données directes en ce qui concerne la Russie actuelle, parce que toutes ces données y constituent dans ce domaine aussi un secret d'Etat. Aussi les informations que l'on peut recueillir en ce sens dans la presse officielle doivent être puisées dans des articles portant sur des sujets tout à fait différents ; c'est ainsi qu'il a été possible de découvrir que seules des personnalités considérables, par exemple des étoiles de toute première grandeur, peuvent prétendre avoir la jouissance d'une chambre particulière. Cela résulte en effet d'un texte paru le 15-11-51 dans la Komsomolskaïa Pravda, organe central des J.C. de l'U.R.S.S., et intitulé « Quand tu as du succès ». Consacré à un incident d'ordre personnel, survenu dans la vie quotidienne des sportifs soviétiques, ce texte qu'on lira ci-dessous nous paraît significatif.

« ...Cet été, deux jeunes athlètes, deux jeunes communistes, Z. Safronova et L. Motoliva, vinrent travailler à Kiev, après avoir terminé leurs études dans l'école secondaire technique de culture physique à Léningrad. Elles furent bien accueillies. Ces jeunes filles désiraient continuer leurs études, aussi leur trouva-t-on du travail à faire le soir ; elles s'inscrivirent à l'Institut de culture physique de Kiev.

« Entourées d'attentions par leurs camarades, ces jeunes filles obtinrent de nouveaux succès sportifs. Safronova fit partie de l'équipe mixte de l'U.R.S.S. qui établit un nouveau record mondial de la course de relais de 4x200 m.

« La grande gloire sportive de Safronova lui tourna la tête. Elle commença à traiter de haut ceux qui l'entouraient ; elle s'exprimait avec brutalité, avec vanité. Safronova exigea une chambre séparée pour elle seule dans le logement commun des étudiants, mais, quand on la lui refusa et qu'on l'installa dans une chambre avec Motovilova et une autre jeune fille, elle se livra à un scandale.

« La sportive décida en effet d'abandonner ses études et persuada Motovilova de ne plus aller à l'école. A l'Institut, on ne rappela pas à l'ordre les rappeuses ; on s'efforça de les convaincre et finalement la direction leur proposa deux chambres. »

Un triste paysage...

Dans ce pays où une chambre par personne est un grand luxe et où il est très normal de loger à trois dans une même pièce, voyons maintenant comment sont construites les habitations nouvelles et ce qu'elles valent. Pour cela, consultons l'organe de la C.G.T. russe, le Troïka, daté du 6-10-1951. Examinons l'article intitulé « Un triste paysage », dont voici un extrait :

« Un pessimiste, en entreprenant une œuvre de longue durée, et qui lui paraît peu intéressante, ne se fait aucune illusion. C'est ainsi, par exemple, qu'en abordant les fonctions de chef d'un des chantiers du système dépendant du ministère des Centrales électriques, il envisage de sombres perspectives.

« A peine a-t-on le temps de construire une maison qu'elle s'écroule. Comment donc songer à planter tout autour des tilleuls frisés ?

« C'est ainsi, ou à peu près ainsi, que méditait N. Ia. Tarassov, chef de l'administration des constructions de la Cen-

trale de Chtekino, lorsque, pour la cinquième fois, avec une ténacité digne d'un meilleur sort, il tentait de faire accepter par la commission d'Etat les maisons n° 1, 4, 78 et 78a de la cité ouvrière, rue des Travailleurs-de-l'Energie, maisons manifestement inhabitables.

« Mais, tout à coup, d'une façon tout à fait inattendue pour les assistants, surtout pour le comité d'entreprise de la Centrale et pour le comité de chantier, qui avaient énergiquement protesté contre la mise en service d'immeubles bouillants, un puissant appui moral fut accordé à Tarassov par le camarade Chevernovsky, président du contrôle architectural de l'Etat.

« Fiche-toi de cela, ne te fais pas de la bile pour des riens. On ne peut pas tout transformer », dit-il, et, d'une main ferme, il signa l'acte de réception.

« Il fallait d'ailleurs se hâter d'en finir avec ce chantier. D'autres travaux urgents attendaient. L'automne approchait. Les toitures de la maison n° 1 de la rue des Travailleurs-de-l'Energie, réceptionnée par la commission en janvier dernier, et les maisons n° 4 et n° 80, livrées en août, laissaient passer la pluie comme des passoirs. Les châssis des portes et des fenêtres, qui avaient séché pendant l'été, étaient faussés et sortaient de leurs emplacements ; des fourneaux s'échappaient des nuages de fumée. Le procès-verbal de l'enquête menée par l'organisation syndicale constatait que « dans beaucoup de logements l'état des plâtres constitue une menace pour la vie des locataires ».

« En un mot, il était temps d'entamer des réparations fondamentales. Il ne restait plus qu'à trouver des crédits.

« La nécessité d'accorder d'urgence des crédits pour faire des réparations fondamentales à des immeubles qui venaient d'être terminés n'étonna personne au ministère des Centrales électriques. Les maisons de la cité ouvrière de la centrale de Nijni-Tourinsk, mises en service au printemps dernier, sont à présent dans un tel état que le ministère a accordé sans sourciller un demi-million de roubles pour y faire des réparations essentielles.

« Il semblerait que rien ne pourrait dépasser cela. Il se trouve pourtant qu'il y a plus fort.

Des écoles modèles...

« Dans la même Nijnia-Toura, en 1950, on a bâti une école. Dès avant la rentrée des classes, les planchers, qui avaient séché, se fendillèrent, les plâtres des plafonds se mirent à tomber, les murs se couvrirent de moisissures à cause de l'humidité.

« L'Inspection sanitaire de l'Etat interdit d'enseigner dans cette école et mit les scellés sur le bâtiment. Mais les choses n'en restèrent pas là : immédiatement Krivonichtenko, chef de chantier, fit son apparition. Par son action rapide et énergique, il mit knock-out son adversaire dès le premier round : de sa propre autorité, il arracha les scellés que l'Inspection avait posés sur la porte de l'école et il ordonna de commencer les études.

« Grâce à l'expérience faite lors de la construction de maisons d'habitation auprès d'une autre centrale, celle d'Alexinsk, on sait que les crédits accordés par le ministère pour éliminer les malfaçons dans d'autres immeubles occupés plus tôt, n'ont pas été utilisés durant plusieurs années.

« Cela veut dire que l'on bâtit mal, peu solidement, sans sentiment de responsabilité. On prévoit des crédits pour des réparations essentielles à faire dans des maisons qui viennent à peine d'être occupées, mais ensuite, pendant des années, on ne les utilise pas...

« ...Pour toute l'année 1950 et pour sept mois de 1951, les organismes de l'industrie du bâtiment n'ont pas fourni aux ouvriers des centrales les dizaines de milliers de mètres car-

rés de superficie habitable prévus au plan. C'est ainsi également qu'il manque plusieurs clubs, des hôpitaux, des instituts pour enfants, des bains, des buanderies. Bien des immeubles mis en service ne valent absolument rien. Rien que pour le trust de l'Oural Energostr, sur quarante-huit immeubles achevés en 1950, pas un seul ne le fut avec l'appréciation « bien », pas un seul qu'il ne fallut transformer par la suite. Sans exception, les quinze immeubles acceptés au cours des sept premiers mois de 1951 ont été mis en service avec des malfaçons importantes...

« ...Et c'est ainsi que nous avons devant les yeux un triste paysage d'automne. Du vestibule de la maison n° 23 de la rue des Travailleurs-de-l'Energie, dans la cité ouvrière créée au-

près de la Centrale du Chtekino, un homme sort prudemment. Ce vestibule n'adhère plus au mur et il faut prendre des précautions pour sortir de la maison.

« L'homme erre parmi les valonnements formés par les tas de gravats, entre les bornes-fontaines qui ne fonctionnent pas et les maisons dont les ravalements ne sont achevés qu'à moitié. Les façades gondolées des maisons construites pour les travailleurs de l'énergie ne se distinguent entre elles que par la peinture, ici non terminée, là déjà écaillée.

« Il est triste, ce paysage d'automne créé par des gens chagrins de la race des pessimistes. En posant les fondations des constructions futures, ils songent déjà dans leurs plans aux réparations essentielles qu'il va falloir y apporter.

II. - LES TRANSPORTS EN COMMUN

LES habitants des grandes villes industrielles connaissent l'importance du confort et de l'organisation des transports en commun surtout pour les ouvriers et les employés, ainsi que pour les étudiants habitant en banlieue, qui doivent ajouter à l'effort donné durant la production, la fatigue due à des parcours dans des compartiments bondés et peu ventilés, voire peu chauffés ; voyons comment l'Etat qui prétend au titre d'Etat socialiste traite les producteurs obligés d'avoir recours à ces services publics. (Literatournaïa Gazeta, 10-4-1951. Organe de la Direction du Syndicat des écrivains soviétiques de l'U.R.S.S., Tsvetnoï boulevard, 30, Moscou.)

Pour ceux qui sont sur la route

...Prenons, par exemple, la ligne d'autobus : Moscou-Malo-Iaroslavets. C'est une ligne importante de 120 kilomètres ; elle est gérée par la direction des transports automobiles pour voyageurs auprès du Comité exécutif du Soviet urbain de Moscou.

...Voici un secteur vide de la route. Un poteau peint en bleu. Il supporte un panneau azur quadrillé, ressemblant à un carton de loto, avec un seul chiffre « 48 ». Devant se tient une file de gens. Il n'y a ni auvent ni banc. Par temps de pluie, de gelée, de boue, il faut attendre en plein air. Combien faut-il attendre ? De cinq minutes à trois heures. Souvenons-nous que dans la plus petite des gares où il faut attendre une minute, on a prévu des canapés. Tandis qu'ici, où il faut attendre deux à trois heures, il n'y a rien...

Sur le panneau bleu, il n'y a pas d'horaire. Mais si même il y en avait un, le chauffeur qui travaille en s'inspirant du principe « que les voyageurs feraient mieux de rester à la maison » n'en tiendrait tout de même pas compte. En règle générale, il ne vise qu'une seule chose : prendre le départ à temps et arriver à l'heure au terminus ; là il y a les contrôleurs et il faut vivre en paix avec eux. Mais les arrêts en cours de route ne l'intéressent pas : il peut, à ces arrêts, arriver une heure plus tôt ou une heure plus tard, il peut ne pas du tout arrêter, il faut le dire franchement : le voyageur n'est pas un chef. Puis, comme on le sait déjà, le voyageur : « il ferait mieux de rester à la maison... »

...Nous avons remarqué un poteau azur avec un panneau azur et un groupe d'hommes à côté. Nous approchâmes pour demander comment nous pourrions rentrer. Mais nous n'étions pas venus à un bon moment, un autobus était en vue et les hommes près du panneau commencèrent à soulever leurs colis et leurs valises. Pourtant, ils n'eurent pas à les tenir longtemps ; penché sur un côté, un autobus portant le n° ZIS 16 passa comme le vent devant l'arrêt. Nous eûmes à peine le temps d'apercevoir que les fenêtres du car encombrées par les dos, les têtes, les épaules et les colis des voyageurs ne laissaient pas passer la lumière.

— Il est complet à ne pas pouvoir y fourrer le doigt, dit

un homme trapu qui portait une longue scie enveloppée dans de la toile.

— Quand donc viendra le suivant ?

...Voici le témoignage de la camarade Doubrovskaïa, médecin de l'hôpital rural de Ougodsk-Zavodsk.

Je me rends à Moscou deux ou trois fois par semaine, signale-t-elle, quoique je pourrais y aller bien plus souvent. Pour nous, pareil voyage devient chaque fois un problème complexe. Ainsi, par exemple, dernièrement, je décidai de me rendre en ville. Il n'y a pas d'horaire, on essaie de deviner quand le car passera. En effet, le car roule de Malo Iaroslavets au village de Tchoubarovo tantôt une heure et quart, tantôt quarante-cinq minutes. C'est ce qui arrive cette fois-ci aussi : la voiture N° 292 s'amena en trombe à Tchoubarovo en quarante-cinq minutes, mais par contre, elle stationna là une demi-heure : le chauffeur et le percepteur allèrent au village pour acheter un goret. On partit à trois heures quinze, on fila jusqu'à Podolsk presque sans s'arrêter ; par contre, à Podolsk, de nouveau un arrêt incompréhensible d'une demi-heure. A Moscou, on arrêta à deux cents mètres du point de contrôle et nous dûmes attendre l'heure d'aborder la place Danilovskaïa. Je manquai de patience, je sortis de la voiture et passai dans les autobus de la ville... Dernièrement, je devais amener un malade à Moscou. Depuis trois heures de l'après-midi, dans le village de Vorobi, nous attendîmes une voiture venant de Malo Iaroslavets. A trois heures trente, un car passa sans s'arrêter. Or, j'avais avec moi un homme couvert de pansements (le chauffeur aurait pu facilement reconnaître le malade N. M.). Cela, ce n'est plus de la négligence, mais une indifférence voisine du crime.

Voici ce que dit le camarade Bourmistrov, directeur de l'école de Kamenka :

Le car du matin étant passé une demi-heure trop tôt à Kamenka, je n'ai pas pu assister au cercle d'études des directeurs à Krasnaïa Pakhra.

Voilà ce que dit le kolkhosien André Ivanovitch Zezine, du village de Klimovka :

Mais si on n'arrive pas à prendre un car, soit parce qu'il

n'est pas venu, ou parce qu'on n'a pas pu embarquer, ou parce qu'il n'a pas arrêté, il faut attendre le suivant durant deux ou trois heures. Tout le monde n'a pas la force de faire cela quand le thermomètre marque — 20°. On attend un moment et puis on s'en va. Ce n'est pas un autobus, c'est vraiment une punition de Dieu : « Ça, ce sont les témoignages des voyageurs qui ont manqué le car. Mais voilà ce que dit le conférencier B. Fourkassov, qui a eu la chance de pénétrer dans l'autobus « 48 » :

« Un « ZIS-16 » contient 33 personnes, dit-il. Mais les bagages qui sont assez nombreux chez chaque voyageur de la banlieue, ne sont pas comptés là-dedans. L'autobus (N° 206) que j'ai pris était tellement comble que les voyageurs étaient debout et assis sur les bagages. Pourtant, le voyage jusqu'à Malo Yaroslavets dure cinq heures. En hiver deux cars seulement sur sept sont chauffés. »

ПРОЛЕТАРИИ ВСЕХ СТРАН, СОЕДИНЯЙТЕСЬ!

ЛИТЕРАТУРНАЯ Орган правления Союза Советских писателей СССР ГАЗЕТА

№ 43 (2761)

Вторник, 10 апреля 1951 г.

Цена 40 коп.

любая разграфленная табличка, похожая на карту лето, с единственной цифрой «48». Стоит очередь. Нет ни навеса, ни скамейки. В дождь, в мороз, в слякоть надо стоять на открытом месте. Сколько стоять! От пяти минут до трех часов. Вспомним, что на самой прохотной железнодорожной станции есть «сад для пассажиров», а в метро для минутного ожидания, приготовлены диваны. Тут же для двух-трех часов — ничего!..

На голубом столбе нет расписания движения автобусов. Но если бы оно даже и было, шофер, работающий по принципу «Сидели бы лучше дома!» — не посчитался бы с ним. Он, как правило, стремится только к одному: во-время уехать со старта и быть во-время на финише — там есть диспетчеры, и с ними надо жить в ладу. Промежуточные остановки его не интересуют: он может приехать на час раньше или на час позже, может и совсем не остановиться — пассажир, прямо надо сказать, это не начальство. А потом известно, что ему, пассажиру, лучше сидеть дома...

Вот свидетельство тов. Дубровской — врач Угодско-Заводской сельской больницы.

«Я езжу в Москву раз в 2—3 недели, — сообщает она, — хотя могла бы ездить гораздо чаще. Для нас такая поездка каждый раз превращается в сложную проблему. Машины ходят из рук вон плохо. Вот, например, недавно решила я поехать в город. Расписания нет, стараешься подгадать. Ведь автобус идет от Малого Ярославца до деревни Чубарово то час с четвертью, а то 45 минут. Так получилось и на этот раз: машина № 292 прямчалась в Чубарово за 45 минут, но зато простояла здесь полчаса — водитель и кондуктор отправились в деревню покупать порошочка. Выехали четверть четвертого, мчалась до Подольска почти без остановок, а в Подольске — снова непонятное полу-часовое стояние. В Москве не хохали до диспетчерского пункта 200 метров и остановились в ожидании, когда придет время поехать к Даниловской площади. У меня нехватило терпения, я вышла из машины и пересела на городской автобус... Не так давно мне нужно было доставить в Москву больного. С трех часов дня в деревне Ворьян мы ждали машину из Малого Ярославца. В 3 часа 30 мин. машина промчалась мимо. А ведь со мной был больной, забитованный человек (водитель

легко мог опознать больного! — Н. М.). Это уже не халатность, а равнодушие, граничащее с преступлением».

Вот говорит директор Каменской школы тов. Бурмистров:

«Из-за того, что утренние машины проехали Каменку на полчаса раньше обычного, я не попал на семинар директоров в Красной Пахре».

Вот колхозник Андрей Иванович Зезин, из деревни Клямкина:

«А если не попал на машину, — не пришла, не посадили или пролетела мимо, — жди следующей только через 2—3 часа. В 20-градусный мороз это не всякому под силу... Постоять-постоять да и уйдешь. Не автобус — наказание одно!»

Это «несостоявшиеся» пассажиры. Но вот лектору В. Фурзасову удалось пропихнуть внутри автобуса этого 48-го маршрута.

«ЗИС-16» вмещает 33 человека, — рассказывает он. — Но вещи, которых у каждого загородного пассажира немало, не учитываются. Автобус (№ 206), в котором я ехал, был загружен до того, что пассажиры сидели и даже стояли на вещах. А ведь до Малого Ярославца пять часов пути! Из семи машин маршрута № 48 зимой утуплены только три...»

После всего вышесказанного интересно отметить, что в Четвертом автобусном парке маршрут № 48 считается еще... благополучным. В том же парке есть маршрут похуже — № 47 (Москва — Волоколамск).

По шоссе катятся два одинаковых «ЗИС-16». Но проезд в одном от Подольска до Каменки стоит вдвое дороже, нежели в другом. Почему? Может быть, это какой-нибудь автобус-«люкс», где пассажиры обнесут прохладительными напитками? Нет, он такой же, как и первый. Но у них разные хозяева: первый принадлежит к уже названному нами автотранспорту Мосгорисполкома, а второй — Мособлавтобустресту.

Мособлавтобустрест и есть та организация, машины которой, не выезжая в Москву, должны связывать между собой различные районы области. У треста, как мы говорили, 70 линий. Но, странное дело: тариф у них вдвое дороже, чем у загородных автобусов Управления пассажирского автотранспорта Мосгорисполкома. Тариф дороже, но отношение к пассажиру такое же негостеприимное, как и у Мосгорисполкома.

И faut ajouter à tout cela que dans le dépôt d'autobus N° 4 la ligne « 48 » est considérée encore... comme la plus satisfaisante. Dans le même dépôt, il y a une ligne plus mauvaise, celle du N° 47 (Moscou-Volokolamsk.)

Le long de la chaussée roulent deux « ZIS-16 » exactement pareils. Mais le prix du voyage Podolsk-Kamenka coûte dans l'un deux fois plus que dans l'autre. Pourquoi? S'agit-il pour l'un d'autobus luxueux où les passagers reçoivent en même temps des boissons rafraîchissantes? Non, il est le même que le premier. Mais les propriétaires ne sont pas les mêmes; le premier appartient à l'entreprise d'autotransport ci-dessus citée de Mosgorispolkom (1) et le second à Mosoblavtotrest (2).

Le Mosoblavtotrest est l'organisation dont les véhicules doivent, sans passer par Moscou, lier entre eux les différents rayons de la région. Ce trust, comme nous l'avons dit, possède 70 lignes. Mais chose étonnante: les tarifs sur ces lignes sont deux fois plus chers que dans les autobus de banlieue appartenant à la Direction des transports de voyageurs du Mosgorispolkom.

Les tarifs sont plus élevés mais l'attitude envers les voyageurs est aussi inhospitalière. C'est toujours la même mentalité « Ah! il passera peut-être » qui transparaît sur toutes ces lignes: Kamenka-Podolsk, Ivanteevka-Pouchkino, Pouchkino-Krasnoarmeïsk et d'autres. Un passager qui change de ligne ne sent pas la différence.

Cependant, il existe des lignes qui donnent un meilleur exemple: de bonnes voitures, des attentes courtes, des horaires assez précis. Ce sont les lignes: Moscou-Krasnogorsk, Moscou-Troubino et d'autres. Pourquoi ces exemples ne se multiplient-ils pas?

Les autobus de la grande banlieue transportent chaque année des millions de voyageurs. Ce sont des kolchoziens, des ouvriers, des agronomes, des médecins, des écoliers. Pourquoi ces transports se font-ils dans de mauvaises conditions? Pourquoi ces « voyageurs-kilomètres » qui sont soigneusement enregistrés dans les administrations sont-ils nécessairement des kilomètres froids, encombrés, sales, dépourvus de confort et même des kilomètres « debout »?

On peut facilement croire le vice-directeur de la section d'exploitation du Mosoblavtotrest, le camarade Bagdéeв, qu'une des causes est le manque de voitures sur les lignes. Mais alors comment expliquer des faits comme ceux-ci?

1° Pourquoi le voyageur doit-il attendre l'autobus non pas dans un pavillon d'attente, mais debout dans un champ découvert?

2° Pourquoi le voyageur ne possédant pas un horaire précis, honnêtement suivi par l'autobus, doit-il deviner quand il lui faut venir à la station?

3° Pourquoi le voyageur paie-t-il deux fois plus pour un voyage sur un autobus de l'Autotrust que sur celui du Gorispolkom?

4° Pourquoi ne prend-on pas en considération les faits importants pour la population des rayons, tels les jours de marchés, les journées de congé dans de grosses entreprises, les heures du matin et du soir?

5° Pourquoi le voyageur doit-il voyager dans une machine mal nettoyée, semi-obscurie le soir, non chauffée en hiver?

Le chef de la Direction des transports en commun du Mosgorispolkom ou le directeur du Mosoblavtotrest ont-ils eu, ne fût-ce qu'une seule occasion de faire un voyage dans les autobus appartenant aux organismes qu'ils dirigent, par exemple sur la ligne Moscou-Malojaroslavets ou Kamenka-Podolsk? Ont-ils eu l'occasion d'attendre près du panneau azur portant le chiffre 48 ou un autre chiffre sous un ciel bleu un jour de gel ou sous un ciel gris un jour de pluie?

(1) Mosgorispolkom: Comité Exécutif du Soviet Urbain de Moscou.

(2) Mosoblavtotrest: Trust d'Etat automobile de la région de Moscou.

Dans la *Literatournaïa* du 2 juin 1951, nous trouvons un épilogue à l'article sus-cité que nous publions. On voit ainsi que l'auto-critique par la presse aboutit seulement à faire prononcer un blâme et poser un problème.

« POUR CEUX QUI SONT SUR LA ROUTE »

C'EST sous ce titre que fut publié un feuillet de N. Moskvine qui critiquait l'ordre régnant sur les lignes d'autobus circulant dans la grande banlieue de Moscou. La rédaction avait reçu des lettres du Chef des Transports en commun du Mosgorispolkom, le camarade Zenkovsky et du directeur du Mosblavtotrest, le camarade Tcherniavsky qui ont annoncé que les faits cités dans le feuillet étaient réels.

Une promesse non tenue

VOICI un autre exemple des conditions d'organisation et de fonctionnement des transports ouvriers en commun. Il s'agit, cette fois, des trains de banlieue. On y retrouve le même mépris du bien-être des travailleurs dont l'Etat « socialiste » gaspille le temps et auxquels il impose, chaque jour, sous le climat russe, des heures d'attente inutile sous le gel ou la neige.

« Chaque fois que les cheminots de la ligne Ioujno-Donietskaïa (Doniets du Sud) discutent un projet de convention collective, se pose le problème des trains de banlieue. Et cela se comprend. Chaque jour, les cheminots passent dans ces trains trois à quatre heures. Prenons, par exemple, le nœud ferroviaire de l'assinovataïa. Un tiers seulement des cheminots et des employés du nœud habitent à 20 ou 40 km. de leur lieu de travail.

» Les horaires des trains ouvriers sont mal établis. Beaucoup de travailleurs, habitant le long des lignes, doivent quitter leur domicile quatre heures avant que leur équipe commence à travailler et attendre au moins une heure leur train après le travail. On a signalé plusieurs fois que, dans certains trains, il faut augmenter le nombre des voitures, car le matin et le soir les trains sont bondés. Mais la direction de la ligne n'a cure de ces justes revendications.

» L'administration ne respecte pas non plus une obligation inscrite dans la convention collective. Il s'agit de la construction des pavillons d'attente aux stations. Cette question irrite beaucoup de cheminots qui, pendant les intempéries et les grands froids, sont obligés d'attendre les trains en plein air.

» Entre les stations Skotovataïa et Fenolnaïa, il y a un arrêt au kilomètre 34. Chaque matin, des centaines de voyageurs des petites localités voisines attendent ici leur train. Le chef de la section de l'assinovataïa, le camarade Koukhtenko, avait promis plusieurs fois de construire ici un pavillon d'attente. De pareilles promesses ont été données par les chefs du dépôt et de la ligne. Mais l'hiver est là et rien n'est construit.

» Dans beaucoup d'arrêts, les commodités les plus élémentaires n'existent pas. Selon la convention collective, le service de transport en commun devait construire sept plateformes, mais on n'en a construit que deux.

» Le syndicat des cheminots ne participe pas à ces revendications primordiales et il se résigne à tolérer ces défauts graves dans la vie quotidienne des cheminots. »

Le feuillet a été discuté à des conférences d'entreprises et aux réunions du Mosoblavtotrest, dans la direction municipale, dans le 4^e dépôt des autobus, dans la 2^e auto-colonne, dans les collectivités d'entreprises de transports des rayons. Pour les désordres sur les lignes d'autobus n° 47-48, l'ingénieur en chef du dépôt, le camarade Klinski, a reçu un blâme et le vice-directeur du dépôt, le camarade Potemkine, a reçu un sévère avertissement.

Un prikaz a été promulgué pour fournir des autobus supplémentaires à la ligne N° 47-48. Dans les arrêts importants est affiché un nouvel horaire qui est établi sur la base du graphique du printemps et de l'été et en tenant compte des revendications justes des passagers. La question est posée concernant la construction des pavillons d'attente et des stations d'autobus.



Пролетарии всех стран, соединяйтесь!
ТРУД
Орган Всесоюзного Центрального Совета Профессиональных Союзов

№ 283 (9391)

Вторник, 4 декабря 1951 г.

Цена 20 коп.

Невыполненные обещания

Каждый раз, когда железнодорожники Южно-Донецкой обсуждают проект нового коллективного договора, возникает вопрос о пригородных поездах. И это понятно. Ежедневно железнодорожники проводят в этих поездах по три — четыре часа. Взять хотя бы Ясиноватский узел. Только третья часть движущих, связистов, путейцев живет в Ясиноватой. Остальные вынуждены ехать двадцать — сорок километров к месту работы.

Расписание рабочих поездов составлено неудачно. Многим живущим на линии приходится выезжать из дому часа за четыре до смены, а после работы — томиться в ожидании поезда не меньше часа. Не раз говорилось, что в некоторых поездах нужно увеличить количество вагонов, так как в утренние и вечерние часы составы переполнены. Но управление дороги не считает с этими справедливыми требованиями.

Администрация не выполняет и другое обязательство, записанное в коллективном договоре. Речь идет о постройке пассажирских павильонов на остановках.

Этот вопрос волнует многих железнодорожников, которым осенью и зимой негде укрыться от непогоды и холода в ожидании поезда.

Между станциями Скотоватая и Фенольная есть разъезд — 34-й километр. Здесь каждое утро собираются сотни железнодорожников, живущих в ближайшем поселке. Начальник Ясиноватского отделения дороги т. Кухтенко не раз обещал построить тут павильон. Такие же обещания давали руководители вагонного депо и дистанции пути. Но — на дворе зима, а дело не движется.

На многих посадочных пунктах отсутствуют элементарные удобства. По коллективному договору пассажирская служба дороги должна построить семь платформ. Но построено только две платформы.

Дирпрофсоюз безучастен к этим насущным вопросам, привнесшим с серьезными недостатками в бытовом обслуживании железнодорожников.

• СТАЛИНО. (Корр. «Труда»).

III. - LA PROTECTION DU TRAVAIL et la technique de la sécurité en U.R.S.S.

LA protection du travail et l'amélioration de la technique de la sécurité comptent parmi les revendications les plus importantes de la classe ouvrière. Voyons quel est leur niveau en U.R.S.S. Nous citons des données concernant quatre branches d'industrie.

Sécurité du travail dans la métallurgie

Dans le *Troud* du 12-4-1951 nous trouvons une lettre adressée à la rédaction du journal et qui a trait à la sécurité du travail dans une série d'entreprises métallurgiques de la région de l'Oural ; cette lettre est signée par A. Nicolaïev, inspecteur technique principal du Comité central des syndicats des métallurgistes de la région de Molotov. En voici le texte :

Dans certaines entreprises métallurgiques de la région de Molotov on ne prête pas assez attention à la sécurité du travail.

L'usine de Tchousovaïa a besoin d'une aide urgente du Glavouralmet (Centrale des métaux de l'Oural) et du ministère. Il est nécessaire d'élargir le carreau de la mine. A la cokerie, il n'y a pas de ventilation. L'atelier dit des « duplex » dispose d'un pont roulant de faible puissance qui n'est pas en état de soulever une poche de coulée de grande capacité. La réception de l'acier fondu se fait au moyen de trois poches de faible capacité ce qui, étant donné les conditions, est contraire aux règles élémentaires de la sécurité du travail.

A l'usine de Lysva également la sécurité du travail est défectueuse.

Note de la rédaction du Troud :

Au début de l'année passée, une brigade de la C.G.T. a visité l'usine de Lysva. Ayant constaté l'état défectueux de la protection du travail, la brigade avait fait des propositions en vue de supprimer ces défauts. Au mois de mars de la même année, ces propositions avaient été adressées au vice-ministre, le camarade Merkoulov. Pas de réponse. Alors, on a envoyé un rappel au camarade Merkoulov. Simultanément l'inspecteur technique Nicolaïev a eu recours à l'adjoint du ministre, le camarade Petroucha, en lui demandant de hâter la décision.

Au ministère, on gardait toujours le silence. Ce n'est qu'à la troisième lettre du Comité central des syndicats que le ministre a répondu qu'il avait proposé au directeur du Glavouralmet de fournir les matériaux nécessaires et l'équipement ainsi que d'établir un contrôle sur la réalisation des mesures proposées. Cependant, comme on peut s'en convaincre par la lettre de Nicolaïev, le Glavouralmet ne se dépêche pas d'exécuter les ordres du ministère.

Sécurité dans l'industrie des automobiles :

Dans le *Troud* du 5 septembre 1951, nous trouvons les renseignements suivants : « Le présidium du Comité central du syndicat des ouvriers de l'industrie des automobiles et des tracteurs a reçu beaucoup d'avertissements concernant la non observation de la législation du travail dans les entreprises. Comment a-t-il réagi à ces avertissements ? D'aucune façon. Les dirigeants du Comité central du syndicat prenaient dans chaque cas séparément des décisions qui n'obligeaient personne à rien. Personne au Comité central du syndicat n'a songé à se demander comment ces décisions s'appliquaient et ce qui était fait pour supprimer les défauts signalés. Il en

est résulté que, même dans les entreprises fonctionnant à côté du Comité central du syndicat, certains dirigeants contrevenaient largement à la durée légale du travail et aux exigences de la protection du travail. (Cité d'après l'éditorial intitulé : « Pour le contrôle quotidien de l'exécution. ».)

Les besoins essentiels des travailleurs des puits de pétrole

Au cours des dernières années, des machines nouvelles faisant partie de l'outillage de haute productivité se sont largement répandues : bancs de pompage, grues d'un type nouveau, transmission pour forage des puits du type MAD, pompes pour boue OUZTM. Malheureusement, lors de leur construction, on n'a pas tenu compte des exigences de sécurité. On fait la même constatation à propos des projets des installations nouvelles de raffinage du pétrole et du gaz.

Notre institut scientifique des recherches a créé une série de dispositifs et de mécanismes dont l'application pourrait permettre d'améliorer les conditions de travail dans les puits de pétrole et dans les raffineries. Mais ces appareils sont fabriqués par des établissements non spécialisés ; ceux-ci ne s'intéressent qu'à la production d'outillage prévu au plan et correspondant à leur équipement. Ces entreprises, en règle générale, achèvent leurs commandes avec un grand retard. C'est ainsi qu'une des usines de Bakou du ministère de l'Industrie du Pétrole « achève » déjà depuis deux ans une commande d'un lot peu important de dispositifs de sécurité contre les accidents dus au courant électrique. L'usine Saardarov fabrique déjà depuis un an et demi cent monte-charge destinés à desservir l'ouvrier travaillant en haut des derricks. Les bouches d'aspiration qui sont indispensables auprès de chaque puits de pétrole ne sont pas fabriquées en quantité suffisante. Ce sont les bureaux de réparations et montage auprès des trusts pétroliers qui les montent, mais ils ne parviennent pas à accomplir des travaux aussi importants et ils les exécutent sans respecter les exigences de qualité.

La nécessité s'affirme de créer un trust spécial qui se chargerait de fabriquer et d'installer de nombreux dispositifs et mécanismes de sécurité dans les établissements industriels. Un trust de ce genre « Technique de la sécurité » existait avant la guerre et desservait assez bien les diverses institutions, y compris l'industrie du pétrole.

Les cadres, comme dans toute activité, ont une grande importance pour la protection du travail. Actuellement, dans beaucoup d'établissements, les fonctions d'ingénieurs de sécurité sont exercées par des personnes qui n'ont pas de formation technique spécialisée et qui connaissent peu ce domaine de la technique. Très souvent ces emplois sont exercés par des juristes, des spécialistes des finances. Pourtant des entreprises ont besoin d'ingénieurs de sécurité qui non seulement connaissent bien la technologie de la production considérée, mais aussi les problèmes de l'hygiène industrielle et de la législation du travail.

ТРУД
Орган Всесоюзного Центрального Совета Профессиональных Союзов

№ 288 (9396)

Вторник, 11 декабря 1951 г.

Цена 20 коп.

Personne ne s'occupe de former des ingénieurs de sécurité. Il nous semble qu'il faudrait organiser la formation des spécialistes de ce genre dans des facultés particulières auprès de grandes écoles techniques. L'extension à donner à leur promotion devrait être proportionnée aux nécessités de l'industrie.

On manque grandement de littérature technique, scientifique, spécialisée. Le volume des éditions correspondant à ces disciplines ne satisfait dans aucune mesure les besoins de l'industrie. L'absence de revues spécialisées rend difficile un vaste échange d'expériences. Les périodiques spécialisés rattachés à des institutions ne publient pas volontiers des articles concernant la sécurité. C'est ainsi qu'au cours des cinq dernières années la revue « L'économie pétrolière » n'a pas publié un seul article en ce domaine.

Сécurité du travail dans les mines de charbon

Citons à ce sujet une lettre publiée dans le Troud du 11 décembre 1951 :

A la mine de Karaganda n° 1 bis, on a vérifié trois fois cette année si la convention collective était respectée. Mais ces vérifications avaient un caractère de pure formalité et ont été faites par les représentants de l'administration et du comité de la mine. Il ne fut même pas question d'y associer les militants actifs des syndicats.

Les obligations concernant la protection du travail et la technique de la sécurité n'ont absolument pas été respectées. Les crédits destinés à cette fin n'ont pas été dépensés. On utilise mal les capitaux destinés à la satisfaction des besoins sanitaires de l'entreprise, ainsi qu'aux établissements nécessaires à la vie quotidienne des travailleurs et qui se trouvent dans un état d'abandon. Indiquons pour l'exemple l'installation des bains et des buanderies. Ici tout le système des tuyaux de chauffage et de la conduite d'eau demande à être changé.

Selon la convention collective, l'administration est obligée de fournir aux ouvriers des vêtements de travail, des chaussures de travail, du savon, etc. Au lieu de vêtements de travail, certains mineurs reçoivent des vêtements de coton. Ils s'usent en six mois, mais l'administration pense, on ne sait pourquoi, que les vêtements de coton peuvent servir un an. Le lavage et les réparations des vêtements de travail ne sont pas organisés. Cette question a été, en son temps, discutée par le présidium du comité syndical du rayon de Kirov. Il fut décidé que l'administration devait satisfaire les revendications des mineurs. Les délais sont dépassés et le directeur de la mine, le camarade Sementchenko, ne pense même pas à remplir ces obligations.

L'administration ne prend pas de soin pour mécaniser le travail. Dans le secteur N° 4 on monte jusqu'à présent le bois à la main sur une distance de 500 mètres.

Tout cela montre que la direction de la mine ne se préoccupe nullement de respecter la convention collective.

P. Milkine, E. Gouslev, K. Jdanov,
V. Cheviakov, membres de la commission de la Protection du travail de la mine N° 1 bis.

Письма в редакцию

Почему не выполняются взаимные обязательства?

На карагандинской шахте № 1-бис выполнение коллективного договора в нынешнем году проверялось трижды. Но проверки носили формальный характер, в них участвовали только представители администрации и шахкома. О том, чтобы привлечь широкий профессиональный актив, не было и речи. Итоги проверок на общих собраниях рабочих не обсуждались.

В последний раз выполнение коллективного договора проверяли в октябре. Оказалось, что многие обязательства не осуществлены.

На шахте насчитывается около трехсот молодых рабочих, окончивших горнопромышленные школы. Вопреки колдоговору, многие из них используются не по специальности. Независимо начальник шахты т. Семенченко перевел семь проходчиков на должность плотников. В приказе было отмечено, что они переводятся на другую работу, как систематически не выполняющие норм. Но это неверно.

Плохо относится администрация шахты и к молодым специалистам. За последние два года к нам прибыло тридцать выпускников горного техникума, сейчас осталось только семь, остальные ушли с шахты. Начего не делается для того, чтобы подготовить специалистов из числа молодых стахановцев. Начальник шахты отказался даже послать в горный техникум нескольких молодых шахтеров, пожелавших пойти учиться.

Совершенно неудовлетворительно осуществляются обязательства по охране труда и технике безопасности. Отпущенные на это средства не расходуются. Особенно плохо используются средства, assignedанные на производственную санитарную и санитарно-бытовые устройства, которые очень запущены. Взять хотя бы банно-прачечный комбинат. Здесь вся система варовых и водопроводных труб должна быть заменена.

По коллективному договору администрация обязана обеспечить рабочих спецодеж-

дой, спецобувью, спецмылом, респираторами и т. д. Вместо брезентовой одежды некоторым горнякам выдают у нас хлопчатобумажную. Она изнашивается за шесть месяцев, но администрация почему-то считает, что хлопчатобумажной спецодеждой можно пользоваться в течение года. Стирка и ремонт спецодежды не налажены. Этот вопрос в свое время обсуждал президиум Кировского райкома профсоюза. Было принято постановление, обязывающее администрацию выполнить требования горняков. Назначенные сроки давно прошли, а начальник шахты т. Семенченко и не собирается выполнить постановление.

Мало заботится администрация о механизации труда. В четвертой западной зале до сих пор лес доставляют вручную, причем приходится преодолевать расстояние в пятьсот метров.

Из всего этого видно, что руководители шахты относятся к коллективному договору пренебрежительно. Как ни странно, шахтком и его председатель т. Иманбаев равнодушно взирают на эти нарушения, не интересуются выполнением договора, который, кстати говоря, не размножен. Такое безответственное отношение к выполнению обязательств, записанных в коллективном договоре, отражается на всей работе. Наша шахта — отстающее предприятие бассейна. Стране недоданы десятки тысяч тонн коксуемых углей. Не выполнены задания по проходке и ремонту горных выработок.

Руководители треста «Кировуголь» и Кировский райком профсоюза рабочих угольной промышленности должны заинтересоваться делами на шахте № 1-бис. Надо разъяснить тт. Семенченко и Иманбаеву, что коллективные договоры заключаются не ради пустой формальности.

П. МИЛЬХИН, Е. ГУСЛЕВ, К. ЖДАНОВ, В. ШЕВЯКОВ, члены комиссии охраны труда шахткома шахты № 1-бис.

КАРАГАНДА.

IV. - L'ÉTAT SANITAIRE

L'ÉTAT sanitaire et la qualité des services médicaux destinés à la classe ouvrière ont été discutés et examinés tout dernièrement dans une conférence du ministère de l'Hygiène de l'U.R.S.S., consacrée spécialement au problème de l'« abaissement du nombre des malades avec perte temporaire de la capacité de travail ». Cette conférence, qui s'est tenue au mois de décembre dernier, a constaté les faits suivants : (nous les citons d'après le « Meditsinsky Rabotnik » du 20 décembre 1951, organe des ministères d'Hygiène de l'U.R.S.S. et de la R.S.F.S.R.

ПРОЛЕТАРИИ ВСЕХ СТРАН, СОЕДИНЯЙТЕСЬ

МЕДИЦИНСКИЙ РАБОТНИК

ОРГАН МИНИСТЕРСТВА
ЗДРАВООХРАНЕНИЯ СССР
И МИНИСТЕРСТВА
ЗДРАВООХРАНЕНИЯ РСФСР

14-е год издания
№ 97 (1013)

Четверг, 20 декабря 1951 г.

Цена 40 коп.

« ...Malgré les conditions de travail satisfaisantes durant les deux dernières années, dans certaines branches d'industrie, nous n'avons pu obtenir un abaissement des pertes provenant de l'incapacité partielle au travail des ouvriers et des employés. »

★

« ...L'incapacité temporaire est liée à toute une série de causes, parmi lesquelles une place assez grande revient à l'état de la protection du travail, à la technique de la sécurité dans l'industrie et à l'état sanitaire des entreprises. »

★

« Des observations multiples concernant le travail des services médicaux dans les plus grandes régions et villes industrielles montrent que beaucoup de dirigeants d'organismes de la santé publique ont abandonné eux-mêmes le travail médical auprès des ouvriers après l'avoir confié aux « Zdravpoukty » (organisation médicale primaire) sous la direction d'un médecin ou d'un « feldchère » (infirmier diplômé ou officier de santé. »

★

« Les médecins qui soignent des ouvriers à domicile ne connaissent pas les conditions industrielles de leurs malades et souvent ne sont pas en état d'établir un diagnostic dans les délais nécessaires. Ils ne s'occupent pas non plus des problèmes relatifs à la disposition du lieu de travail et n'ont pas le droit de transférer des ouvriers à des travaux plus faciles pendant qu'ils sont secourus par les assurances. »

★

« Les contrôles médicaux périodiques des ouvriers ne se font pas d'une manière satisfaisante. »
« Au cours des dernières années, la construction d'établissements médicaux a beaucoup augmenté. Mais à cause du mauvais contrôle des constructions de la part des organismes de la santé publique

et des syndicats ouvriers, le plan se réalise mal. En 1950, les ministères de l'industrie ont réalisé ce plan à 40 %. En neuf mois, le ministère des métaux ferreux a réalisé seulement un dixième du plan de construction des hôpitaux. Les données pour l'industrie pétrolière ne sont guère meilleures. Le ministère de l'industrie d'automobiles et de tracteurs devait construire trois hôpitaux, mais pas un seul n'a été achevé. »

МЕДИЦИНСКИЙ РАБОТНИК

ЧШАТЬ КАЧЕСТВО НИИ РАБОЧИХ И ИИ В МИНИСТЕРСТВЕ ЗДРАВООХРА

Вот уже несколько лет на шахтах Камгандинского угольного бассейна отмечают один и те же недостатки: не хватает бланков для выписки, захламлены людские ходки и штреки, заблочены выработки, плохо соблюдаются меры гигиены и безопасности. Во всем этом повинны работники санитарно-эпидемиологических станций и медицинские работники лечебных учреждений. Они не требовательны и довольствуются лишь тем, что из месяца в месяц бесстрастно отмечают имеющиеся проблемы. В Кузбассе Горьковской области нет промышленного санитарного врача. Другие же работники санитарно-эпидемиологической станции не бывают на предприятии, не требуют от администрации завода введения санитарного порядка в цехах. На некоторых металлургических заводах Горьковской области не смогли добиться снижения показателей временной нетрудоспособности.

В общем комплексе мероприятий по снижению временной нетрудоспособности особое значение имеет правильная постановка экспертизы трудоспособности. Почему же главные врачи и заведующие отделениями многих лечебно-профилактических учреждений не обеспечивают систематического контроля особенно в поликлинических отделениях больницы? Экспертиза трудоспособности целиком передована врачебно-консультативным комиссиям, которые всю свою деятельность нередко сводят к формальному продлению больничных листов. Один из поликлиник Алма-Аты выдал старшему заводу М. больничный листок по поводу обострения тромбоза бедра нижней конечности, неправильно назначив ему «амбулаторно-постельный режим». Через два дня М. является к врачу поликлиники для продления больничного листа. Врачебно-консультативная комиссия прошла по

мо грубой ошибки врачей, не заметивших, что М. предписан режим лежко по вред здоровью.

Деятельность ВКК в областной больнице Богородска (главный врач Юровский), имеющей в своем составе только венеролога и педиатра, свелась исключительно к продлению больничных листов. Нужно ли доказывать, что без участия ведущих специалистов — терапевта и хирурга — исключен надлежащий контроль за правильностью лечения, невозможна квалифицированная экспертиза трудоспособности.

Врачебно-консультативные комиссии, так же как и главные врачи лечебных учреждений, не установили постоянного контроля за выпиской больничных листов сроком до 10 дней. А ведь в Москве около 25 процентов больных выписываются на работу за 9—10-й день!

Удлинение сроков временной нетрудоспособности объясняется еще и отсутствием должной преемственности в работе больничных и поликлинических учреждений.

К сожалению, врачи общей сети здравоохранения плохо знают условия труда промышленных рабочих, что нередко ведет к неправильному решению вопросов экспертизы трудоспособности. На комбинате «Трехгорная мануфактура» средняя длительность больничных листов, выданных врачами медсанчасти, равняется 5,9 дня, а врачами районных поликлиник — 13 дням; соответственно на заводе имени Ильича (г. Жданов) — 5,4 и 9,6 дня.

Все это убеждает в том, что органы здравоохранения располагают большими резервами, мобилизация которых, несомненно, поможет снизить показатели временной нетрудоспособности. Сделать это в кратчайшие сроки — боевая и неотложная задача.

La tendance qui se fait jour chez certains directeur des sections d'hygiène publique de liquider des « medsantchast » (organisation sanitaire des usines) est tout à fait inadmissible...

Les médecins sanitaires n'étudient pas toujours les indices de l'invalidité temporaire... Dans ces conditions, ils n'éclaircissent pas les causes de l'augmentation du nombre des malades et ne peuvent pas justifier par des données convaincantes les revendications posées aux organismes économiques.

Voilà déjà plusieurs années que dans les mines du bassin houiller de Karaganda, on note les mêmes défauts : on manque de gourdes pour boire, les boyaux et les galeries où passent les hommes sont encombrés de débris, le sol ressemble à un marécage, on manque d'eau dans les douches et les bains. (Extraits du rapport de I. G. Boulkina, vice-ministre de l'Hygiène de l'U.R.S.S.)



Nous citons plus loin quelques extraits du rapport du directeur de la santé publique de la région de Stalino, F. G. Doubrovaïa :

« L'augmentation du nombre des malades est causée par l'absence de conditions sanitaires et hygiéniques du travail nécessaires dans certaines mines et usines. »

« On dépense encore mal le budget assigné à la technique de sécurité et les installations sanitaires de l'industrie. »



Nous donnons aussi quelques extraits des discussions qui ont eu lieu à cette conférence, notamment :

« Pourquoi les chiffres de morbidité ont augmenté dans l'usine de tracteurs de Minsk, dans le combinat des locomotives de Bobrouisk et dans certaines autres entreprises ? Le directeur de l'administration du ministère de l'Hygiène de Bielorussie, le camarade Tour, n'a pas donné de réponse claire à cette question. »

« Le discours du chef de la medsantchast de l'usine Oural-machsadov (Usine des machines de l'Oural), le camarade Zotov, a fortement étonné les membres de la conférence. Longuement et d'une façon peu compréhensive, il tentait d'expliquer une théorie imaginaire sur la « morbidité vraie et pas vraie ». »

« Jusqu'à présent — a déclaré le président du syndicat des travailleurs médicaux de Toula, le camarade Kotova — nous avons parlé d'une façon craintive de nos défauts dans les services médicaux destinés à desservir les ouvriers des branches principales de l'industrie. »

En Pologne aussi...

UN reporter envoyé sur place déclare que le secrétaire de l'organisation du parti à la fonderie en fait peser tout le blâme sur les ouvriers, à commencer par la direction qui a « transposé les chiffres de production d'acier dans les livres de comptabilité d'un mois sur l'autre. Tout d'abord, ce subterfuge amena la « célébrité » à la direction et aux ouvriers, mais tout s'est terminé en disgrâce ». Les ouvriers de cette usine, a ajouté le secrétaire du parti, changent tous les deux ou trois mois.

Les raisons de l'instabilité de la main-d'œuvre ne sont pas difficiles à découvrir. Il n'y a pas de logements pour les ouvriers et toutes les maisons de Bobrek sont tassées comme des « boîtes à sardines ». Les deux tiers des ouvriers vivent dans des barraques « remplies de crevasses et de poussière », et le repor-

ter en question ajoute qu'il a été reçu par un « directeur négligé et pas rasé » à l'« Hôtel des ouvriers ». Il n'y a là aucune pièce de récréation, mais « un grand nombre de bouteilles de vodka vides sous les fenêtres ». Le directeur a essayé de dissuader le reporter d'entrer dans une pièce située au bout d'un corridor, « déclarant que je n'y trouverais que quelques paysans ignorants ». Lorsque j'ouvris la porte, je vis deux hommes assis à une table sale, coupant du pain avec un couteau de poche. L'air froid s'engouffrait par un large trou dans le mur, les lits ressemblaient à des litières et étaient pleins de punaises. Les deux hommes étaient des paysans de la province de Kielce qui avaient été recrutés pour travailler à la fonderie et étaient parmi les nombreux autres qui ne prennent pas « le moindre intérêt à la vie après avoir terminé leur travail »...

...et en Hongrie

Les conditions dans lesquelles vivent certains ouvriers à Stalinaros (Dunapentele-Danube), la nouvelle ville sidérurgique de Hongrie, et ailleurs, sont décrites avec une franchise singulière par « Szabad Nép », organe du parti (communiste) ouvrier hongrois du 30 décembre.

Dans un article révélateur, Klara Féher, correspondante de ce journal, expose comme suit les conditions dans lesquelles vivent les ouvriers nouvellement arrivés à Stalinaros :

« Il y a trois mois, 2.200 ouvriers étaient employés à des travaux de construction dans le comté de Borsod. Dans les trois mois, 2.200 ouvriers de plus arrivèrent. Aujourd'hui, il n'y a toujours que 2.200 ouvriers ; les autres sont partis. Sur les quatre ouvriers recrutés par l'entreprise Sajobabony, au prix de 6.000 forints (180.000 francs environ), par exemple, trois d'entre eux sont partis en quelques jours. »

Bien que l'auteur de l'article attribue cette « migration de main-d'œuvre » en partie au manque de discipline, elle souligne que la raison principale en est l'absence d'intérêt de la part des autorités officielles dans le bien-être des employés. « A Stalinaros, les logements réservés aux ouvrières nouvellement arrivées consistent en des chambres sans parquet, sans fourneau et sans meubles, à part quelques lits en fer rouillé recouverts de sacs de paille éventrés. Les vitres sont cassées et les fenêtres sont bouchées avec des sacs ». Le bureau du directeur, par contre, possède « des fenêtres doubles, un beau bureau, des tapis, un four-

neau, du charbon et de beaux murs peints avec des tableaux ». Le directeur n'a pas pris la peine de rendre visite à l'hôtel où sont logées les ouvrières, bien que ce dernier ne se trouve qu'à trois minutes de marche de son bureau.

A LA suite de la récente arrestation de M. Slansky, le premier ministre de Tchécoslovaquie, M. Zapotocky, a violemment attaqué les « capitalistes juifs » et leur « intervention de Jérusalem ».

Cette attaque a été suivie par une autre tirade contre le Sionisme dans la « Pravda » de Bratislava, le 23 janvier, cité par Radio-Bratislava : « Il convient d'attirer l'attention sur une arme particulière de l'impérialisme américain : le Sionisme », déclare la « Pravda ». « Le Sionisme est l'idéologie de l'état bourgeois juif, par le moyen de laquelle la bourgeoisie nationaliste juive essaie d'influencer nos citoyens de descendance juive. C'est au service de l'ennemi de la classe ouvrière que les Sionistes se sont frayé un chemin dans les partis communistes, afin de les disloquer et de les saper de l'intérieur. »

« Certains membres de notre parti sont également sous l'influence du Sionisme. Ils ont succombé à l'idéologie du cosmopolitisme et du nationalisme bourgeois juifs, et ne jugent pas les événements du point de vue de la lutte de la classe laborieuse pour le Socialisme. »

QUELQUES "LIQUIDÉS" parmi tant d'autres

L'UTILITE d'une source de renseignements encyclopédiques pour l'étude de l'U.R.S.S. et en particulier du léninisme-stalinisme a été comprise par les Editions de l'Etat soviétique (Gosizdat) qui font paraître périodiquement « La Grande » et « La Petite » Encyclopédies soviétiques. On y trouve, entre autres, sous la forme de biographies et de résumés des mérites de chacun, les noms de ceux qui ont bien mérité de la Révolution et de l'édification du monde communiste. Or, si l'on compare les diverses éditions de ces Encyclopédies, l'on s'aperçoit bien vite que sous ce rapport (comme d'ailleurs sous les autres), ces éditions diffèrent sensiblement les unes des autres. Des noms de dignitaires du P.C. et du régime, de savants, de littérateurs, d'artistes, etc., glorifiés dans les anciennes éditions, disparaissent dans les suivantes. Chose encore plus remarquable, des textes signés d'autres auteurs continuent à figurer dans les éditions successives, mais changent diamétralement leurs conclusions. Ces modifications sont le résultat de l'action vigilante et incessante du département soviétique de la Sécurité d'Etat qui ne se lasse pas de démasquer les « ennemis du peuple » qui se sont glissés dans la société communiste sous les dehors du marxisme-léninisme-stalinisme. Il nous a paru intéressant de dresser la liste de ces noms disparus ou démasqués, en y ajoutant quelques autres qui seraient certainement entrés dans les « Encyclopédies » si leurs porteurs n'avaient été démasqués à temps.

Nous nous rendons bien compte que notre liste est très incomplète. Nous nous en excusons et nous serions très reconnaissants à ceux de nos lecteurs qui seraient en mesure de

nous venir en aide, de nous communiquer les informations qu'ils pourraient posséder.

✱

Nous avons jugé également intéressant et utile d'ajouter un précis numérique, arrêté au 31 décembre 1951, des ennemis du peuple, dont les noms se sont perdus et ne seront jamais retrouvés, mais dont la liquidation s'est avérée indispensable pour le bien du régime bolchevique, pour « la sauvegarde de l'unité de la classe ouvrière » et « pour mener à bien la lutte à mort avec la bourgeoisie », comme l'explique « Le Précis de l'Histoire du P.C. (b) Panunioniste » (v. édition russe de cet ouvrage, Moscou, 1946, pp. 343-44). Ces données ont été empruntées aux sources les plus dignes de foi, publiées à plusieurs reprises et jamais démenties. Toutefois, nous ne pouvons donner ici que des chiffres relatifs aux grandes épurations. Ceux qui se rapportent à l'action normale, quotidienne de la Sécurité d'Etat soviétique, pendant les périodes intermédiaires, ne nous étant pas connus. On peut quand même en avoir une idée en examinant par exemple les chiffres de la population des camps de concentration.

Nous croyons enfin indispensable d'expliquer certains termes techniques admis dans la terminologie soviétique :

« Liquidier » quelqu'un veut dire le mettre dans l'impossibilité de nuire, le retirer de la circulation. Les degrés de la « liquidation » sont : la relégation, la déportation dans les camps plus ou moins éloignés, l'emprisonnement, la peine capitale (« mesure suprême de punition »).

AIKHENVALD : Professeur à l'Institut d'Economie Politique de l'Académie Communiste à Moscou. Liquidé.
ASTROV : Théoricien du marxisme. Rédacteur à la revue doctrinaire du P.C. « Bolchévik ». Liquidé.
AVERBACH : Ecrivain. Fondateur de l'Association des Ecrivains-prolétaires russes (R.A.P.P.). Fusillé pour « sabotage culturel et idéologique ».
BAKAIEV : Vieux bolchevik. Président de la Tcheka de Leningrad. Fusillé.
BAUMAN : Membre du Politburo. Directeur de la Section Scientifique près du Comité Central du P.C. Fusillé.
BESSONON : Economiste. Membre de l'Académie communiste. Liquidé.
BIELOV : Héros de la guerre civile. Général commandant la Région militaire de Leningrad. Fusillé.
BIELSKY : Membre du Politburo du P.C. de l'Ukraine. Fusillé.
BLUCHER : Maréchal de l'Armée Rouge. Vainqueur de Koltchak. Régent du territoire autonome de l'Extrême-Orient. Fusillé.
BOGUSLANSKY : Professeur de Sciences Economiques. Liquidé.
BOUBNOV : Compagnon de Lénine. Membre du Politburo. Commissaire du Peuple à l'Instruction Populaire. Fusillé.
BOUKHARINE : Compagnon de Lénine. Reconnu par celui-ci comme le plus grand théoricien du marxisme. Membre du Politburo. Président du Komintern. Fusillé.
DEBORINE : Académicien. Créateur d'une école de philosophie marxiste. Liquidé.
DENITCHENKO : Membre du Politburo du P. C. de l'Ukraine. Fusillé.
DOUBROVSKY : Historien. Membre de l'Académie communiste. Liquidé.

DROZDOV : Historien. Membre de l'Académie. Liquidé.
EICHE : Vieux Bolchevik. Membre du Politburo. Commissaire du Peuple à l'Agriculture. Fusillé.
ENOUKIDZE : Vieux Bolchevik. Ami personnel de Staline. Secrétaire général du Comité Central Exécutif du P.C. Fusillé.
ESSENINE : Poète hors rang. Apologiste de la Révolution. Se suicida.
EVDOKYMOV : Un des organisateurs du P. C. Membre éminent de la Tcheka. Secrétaire général du Comité Central du P.C. pour le Caucase du Nord. Fusillé.
GAMARNYK : Chef de la direction politique du Comité Central du P. C. Vice-commissaire du Peuple aux armées. Chefs du corps des commissaires politiques de l'Armée (Politrouks). Se suicida au moment de son arrestation.
GOUMILEV : Poète de grand talent. Mari d'Anna Akhmatova. Fusillé.
GRYNKO : Commissaire du peuple aux Finances. Fusillé.
YAGODA : Commissaire du peuple à l'Intérieur (N.K.V.D.) et à la Sécurité d'Etat (K.G.B.) Fusillé.
YAKIR : Héros de la guerre civile et de la guerre contre la Pologne. Commandant la région militaire de Kiev. Fusillé.
YASSENSKY : Vieux révolutionnaire. Ecrivain. Liquidé.
YEGOROV : Vieil officier tsariste, passé à la révolution. Défenseur de Stalingrad lors de la guerre civile (1919). Maréchal de l'Armée Rouge. Fusillé.
YEJOW : Président de la Commission de contrôle du P.C. Successeur de Iagoda aux postes du Commissaire du peuple à l'Intérieur et à la Sécurité d'Etat. Organisateur et exécuteur de la grande épurations de 1937-38. Dit « le disciple favori de Staline » et « le commissaire de fer ». Liquidé.

YOFFE : Publiciste-intellectuel. Vieux bolchevik. Signataire de la paix de Brest-Litowsk. Ambassadeur de l'U.R.S.S. à Berlin. Se suicida.

KALMANOVITCH : Directeur général de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S. Liquidé.

KAMENEV : Un des vieux bolcheviks les plus en vue. Compagnon de Lénine. Président du Komintern. Membre du Politburo. Fusillé.

KAREV : Historien-Philosophe. Liquidé.

KHOJDAYEW : Président du Gouvernement de la République unioniste d'Ouzbénistane. Fusillé.

KHATAYEVITCH : Membre du Politburo de la République de l'Ukraine. Fusillé.

KIRCHONE : Ecrivain. Fondateur de l'Association des Ecrivains russes prolétaires. Fusillé.

KLOUYEV : Ecrivain. Liquidé.

KATAYEV : Ecrivain. Déporté.

KOROVINE : Ecrivain marxiste. Juriste. Liquidé.

KOSSIOR : Vieux bolchevik. Membre du Politburo du P.C. panunioniste. Secrétaire général du Politburo de l'Ukraine. Fusillé.

KRYVITSKY : Tchékiste hors rang. Chef d'espionnage soviétique pour l'Europe occidentale. A refusé de rentrer en U.R.S.S. Assassiné aux U.S.A.

KRYLENKO : Compagnon de Lénine. Premier commandant en chef de l'Armée révolutionnaire. Procureur général de l'U.R.S.S. Commissaire du Peuple à la Justice. Fusillé.

LIOUTCHENKO : Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Ukraine. Se suicida.

LOURKINE : Commissaire du Peuple aux Sowkhozos. Fusillé.

MAYAKOWSKY : Poète de talent. Chantre officiel du bolchevisme. Se suicida.

MDYVANY : Leader du bolchevisme géorgien. Ami de Staline. « Pacificateur » de la Géorgie. Fusillé.

MEDNYEDIÉV : Tchékiste hors rang. Chef de la Guépéou de Léninegrad. Fusillé.

MEJLAOUK : Membre du Politburo. Fusillé.

MEYERSCHOLD : Célèbre metteur en scène. Directeur du théâtre de ce nom. Liquidé.

MRECHKOVSKI : Membre du Comité Central du P. C. Fusillé.

OLECHA : Ecrivain. Liquidé.

OUBOREVITCH : Héros de la guerre civile. Commandant de la région militaire de la Ruthénie blanche. Fusillé.

OUGLANOV : Membre du Politburo. Fusillé.

PACHOUKANIS : Juriste. Créateur de l'Ecole juridique marxiste. Vice-président de l'Académie communiste. Fusillé.

PETROUVSKI : Commandant de la garnison de Moscou. Fusillé.

PIATAKOV : Compagnon de Lénine. Membre du Politburo. Vice-commissaire du Peuple aux Finances. Fusillé.

PIONTKOVSKI : Historien. Membre de l'Académie communiste. Liquidé.

PLATONOV : Historien très connu. Mort en déportation.

POKROVSKY : Historien. Créateur de l'Ecole Historique marxiste. Académicien. Anathématisé à titre posthume.

POSTYSYGHEV : Membre du Politburo. Fusillé.

PREOBRAJENSKY : Historien. Liquidé.

RADEK : Le plus grand journaliste soviétique. Liquidé.

RAYH : Metteur en scène très connu. Liquidé.

RAKOVSKY : Vieux bolchevik. Compagnon de Lénine. Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Ukraine. Ambassadeur de l'U.R.S.S. à Londres et à Paris. Condamné à mort, gracié et envoyé au bagne.

ROUDZOUTAK : Vieux bolchevik. Membre du Politburo. Fusillé.

ROSENBOLTZ : Commissaire du Peuple au commerce Extérieur. Liquidé.

EYKOV : Compagnon de Lénine. Membre du Politburo. Président du Conseil des commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. Fusillé.

SARKYS : Membre du Politburo du P. C. de l'Ukraine. Fusillé.

SKRYPNIK : Vieux bolchevik. Membre du Comité Central

du P.C. Président de la Commission du Plan Quinquennal de l'Ukraine. Se suicida.

SLEPKOV : Ecrivain. Economiste. Liquidé.

SLOUTSKY : Historien. Liquidé.

SMIRNOV : Vieux bolchevik. Secrétaire du Comité Central du P.C. Fusillé.

STEIN : Philosophe. Membre de l'Académie communiste. Liquidé.

STETSKY : Economiste. Membre de l'Académie communiste. Fusillé.

TCHOUBAR : Membre du Politburo. Vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. Fusillé.

TOMSKY : Vieux bolchevik. Membre du Politburo. Président de la C.G.T. soviétique. Se suicida.

TOUKHATCHEVSKY : Maréchal de l'Armée Rouge. Chef de l'état-major général. Fusillé.

TROTSKY : Assassiné au Mexique.

VANACHT : Historien. Membre de l'Académie communiste. Liquidé.

ZINOVIEV : Compagnon de Lénine. Membre du Politburo. Président du Soviet de Léninegrad. Président de la III^e Internationale. Fusillé.

*

I. Pendant la période 1917-1923, ont été fusillés 1.361.568 personnes appartenant à toutes les couches de l'ancienne société russe, y compris les ouvriers et les paysans. Ce chiffre a été donné par le bulletin officiel de la « Tché-Ka » publié à l'époque, mais qui, malheureusement, a cessé de paraître.

*

II. La collectivisation spontanée de la campagne a nécessité la liquidation d'environ 21.000.000 de paysans, dénommés « koulaks », dont 8 millions relégués dans les centres urbains et industriels, 6 millions déportés dans les camps et 7 millions morts à la suite de la famine organisée dans les régions où la résistance contre la collectivisation a été particulièrement opiniâtre (Ukraine et Caucase du Nord). Le recueil d'« Agriculture Soviétique » (Moscou 1936) donne les nombres suivants des fermes paysannes en U.R.S.S. : au 1^{er} juin 1929 : 25.838.000; au 1^{er} avril 1936 : 20.586.740, donc 5.251.260 de moins. Une famille paysanne russe comptant en moyenne 4 membres, on obtient 21 millions de disparus.

*

III. A partir de 1938 (épuration de Séjow), la population permanente des camps punitifs s'élève, d'après les estimations les plus prudentes, à 10 millions de détenus. Si l'on admet la mortalité annuelle de 10 %, l'on obtient 1 million de morts par an, soit en treize ans, 13 millions.

*

IV. Pendant la première occupation de la Pologne de l'Est (septembre 1939-juin 1941), ont été déportés en U.R.S.S. 1.650.000 citoyens polonais, dont environ 500.000 sont revenus après la guerre. Manquant : 1.150.000 personnes.

*

V. 12.000 officiers polonais, faits prisonniers lors de l'invasion soviétique en septembre, ont disparu. On a retrouvé environ 4.500 cadavres à Katyn (fusillés). Le sort des autres est inconnu.

*

VI. Après l'annexion des pays Baltes, plus d'un million de Lithuaniens, Lettons et Estoniens ont été liquidés.

*

VII. Pendant la guerre a été liquidée la République autonome des Allemands de la Volga et avec elle la population allemande de 300.000 personnes.

*

VIII. Après la guerre ont été liquidées — avec leurs populations autochtones (environ 1.800.000 personnes) les Républiques autonomes des Tatars de la Crimée, des Tchetchéno-Ingouches et des Kalmouks.

SOUFFRANCES ET LUTTE CHEZ FRANCO

NOUS reproduisons dans sa plus grande partie le texte d'une lettre que des prêtres basques ont rédigée en réponse à une Ordonnance des évêques de leur province. Ce document, qui est répandu clandestinement en Espagne, a la valeur d'un témoignage. Le ton peut en paraître parfois excessif, mais il faut tenir compte, d'une part, du tempérament propre à une région qui a toujours exprimé des aspirations à l'indépendance, et, d'autre part, du fait que le gouvernement franquiste, sous couvert d'une discipline religieuse et morale, ne cesse de porter atteinte à la liberté, en exerçant des pressions et souvent encore des contraintes dans toute l'Espagne, mais surtout en pays basque.

F. de la N.

DÉCLARATION

Avec sa loyauté coutumière, au service de la vérité et de l'information objective sur les faits, les gens et les événements, « Egiz » reproduit dans ce numéro, et en bonne place, le texte de l'ordonnance épiscopale publiée dans les Bulletins ecclésiastiques des diocèses basques de Vitoria, Bilbao et Saint-Sébastien, à la date du 1^{er} septembre 1951. Cette ordonnance est signée par les évêques de chacun de ces diocèses, respectivement : Mgrs José-María Bueno Monreal, Casimiro Morcillo Gonzalez et Jaime Font Andreu. Nous souhaiterions que nos lecteurs lisent cette ordonnance avec attention et s'inspirent de son contenu. De son côté, « Ecclesia », organe officiel de l'Action Catholique Espagnole, en donne le texte intégral dans son numéro 532, du 22 septembre. Nous prions (et nous l'espérons)

lesdites publications de faire connaître à leurs lecteurs au moins en résumé, l'essentiel de cette déclaration. Ainsi, la vérité restera à sa place, et le grand public pourra apprécier la position de « Egiz ».

L'Ordonnance épiscopale : a) fait ressortir le caractère clandestin de « Egiz » ; b) déclare que les prêtres qui la rédigent agissent en marge du canon 1386, paragraphe I ; c) on y accuse la publication d'orientation politique et partisane manifeste », et d) elle affirme que « Egiz » a été responsable de « ses fréquentes insinuations contre la Hiérarchie Ecclésiastique ».

Examinons, à la lumière de la vérité et de notre conscience, ces quatre points.

INTRODUCTION

Ainsi que le disent les Très Révérends Prélats, « Egiz » a pris elle-même le sous-titre de « Publication de prêtres basques ». Et, elle l'est réellement. Tant par son origine d'auteur, que parce qu'elle reflète le sentiment de la majeure partie du clergé basque auquel elle est destinée de préférence. Mais l'élément séculier participe également à ses frais, à sa distribution et à la recherche des informations. Nous profitons de cette occasion pour remercier nos catholiques séculiers, notamment les travailleurs, leur coopération désintéressée et la chaleur de leur enthousiasme en faveur de notre difficile entreprise. Les tirages de « Egiz » constituent un plébiscite muet mais éloquent de la façon de penser et de sentir des prêtres et séculiers basques.

Nous ferons aussi remarquer que « Egiz » n'est pas l'expression exclusive du sentiment du peuple basque croyant. De fait, un grand nombre d'exemplaires sont distribués à Madrid, à Barcelone et dans d'autres villes, à la demande d'éléments ecclésiastiques et séculiers, principalement de membres de l'Action Catholique et de l'Association Nationale des propagandistes catholiques. Durant les derniers mois, nous avons reçu un grand nombre de demandes de ce genre, ainsi que des offres de collaboration informative, voire financière, de Madrid et de la province. On connaît l'existence clandestine de l'organe « La Verdad », rédigé et distribué par des prêtres et des catholiques madrilènes. Notre publication n'est pas née de l'improvisation,

ni du désir maladif de polémique stérile ou d'une passion politique partisane. L'entreprise renfermait de sérieux dangers et de multiples sacrifices. Il était plus facile de nous taire et d'adhérer au grand cœur des « prudents ». De longs mois de réflexions, d'études, de consultations, en ont précédé la décision finale. Nous ne voudrions pas provoquer, parmi les fidèles, un grave scandale par notre silence, ni autoriser nos supérieurs ecclésiastiques à soupçonner l'existence d'un esprit de rébellion qui n'a jamais existé, et n'existe pas. Nous connaissons nos devoirs, ainsi que nos droits, en tant que prêtres, hommes et citoyens. Nous avons écouté l'opinion des canonistes, des théologiens et des moralistes renommés ; nous recueillions ensuite des réactions favorables d'éminents hommes de science ecclésiastique ; chaque jour, nous nous sentions stimulés et approuvés moralement par la voix quasi unanime qui encourage les feuillets de « Egiz ». Des prêtres instruits, modèles, véritables apôtres dans leur paroisse, attachés à leurs ouailles dont ils sont aimés, qui se sacrifient au bien de leur pays, nous exprimaient leur gratitude d'avoir réussi enfin à apporter un témoignage public de la vérité. Il a fallu quadrupler notre tirage. Chaque numéro nous expose aux représailles de la part des autorités civiles, et seule la conscience du devoir accompli, au prix de grands dangers, nous a soutenus et nous soutient dans notre tâche...

I. - Pour remplir un important devoir de conscience

Nous connaissons le drame sanglant du problème qui se livre dans le cœur du peuple basque. Quiconque n'est pas issu de ce peuple appréciera difficilement, peut-être, le drame intime et spirituel dont a souffert le croyant basque au cours de quinze longues années. Ce laps de temps atteste notre patience, s'il ne dénonce pas notre lâcheté collective et notre esprit temporisateur.

a) De graves attentats à la morale.

Peu de gens mettent en doute la religiosité innée et sincère des Basques. Mais, un jour, ces derniers ont vu avec horreur qu'un Mouvement, s'étant donné lui-même le nom de « Croisade », assassinait nos prêtres, tuait des milliers et des milliers d'honnêtes gens, après leur avoir retiré toute garantie juridique et légale de défense individuelle, que de nombreux prêtres et séculiers étaient incarcérés dans des conditions inhumaines, torturés, exilés, déportés, dépossédés, volés.

On a persécuté avec acharnement l'euskera, notre idiome séculaire, en en proscrivant l'emploi en public, par écrit ou verbalement, jusque dans les temples ; on ne pouvait plus baptiser sous des prénoms basques ; on a profané les tombes pour y effacer les épitaphes inscrites en basque, des années avant la guerre civile ; et nous entendons prêcher du haut de la chaire des sermons provocants et insultants, dénués de toute équité et de charité.

La Loi sur les Responsabilités politiques, antijuridique, a été cause que d'innombrables familles ont vu leurs pères ou leurs frères en être arrachés pour être jetés en prison, leurs biens confisqués dans une proportion incalculable, leurs emplois supprimés ; tout cela par application d'une monstruosité juridique appelée effet rétroactif. La norme de justice que nous énonçons chez nous par la formule *nemo malus nisi probatur* fut remplacée par celle de l'ordre nouveau, revenant à dire *nul n'est réputé bon s'il ne le prouve*. En vertu de ce principe brutal des milliers d'individus ont été arrêtés et incarcérés durant des mois et des années, sans autre forme de procès. Le droit pénal est basé sur la responsabilité individuelle, de sorte que nul ne peut être déclaré coupable d'un délit s'il n'y a participé personnellement. Cette règle a été aussi radicalement abrogée dans la pratique, et nous avons été témoins que des parents, des coreligionnaires, des amis du délinquant présumé, étaient et sont soumis à des cruelles représailles et à des vindictes.

On a supprimé les syndicats ouvriers, notamment ceux de la Solidarité des Travailleurs Basques d'inspiration chrétienne ; on a cruellement persécuté leurs dirigeants par des exécutions, des emprisonnements ou des confiscations ; leurs biens, meubles et immeubles, sont passés, sans aucune indemnité, en des mains étrangères, en vertu de la loi du plus fort. Il en a été de même pour les organismes politiques et leurs biens : journaux, immeubles, argent. Ces mesures faisaient échec au septième Commandement de la Loi de Dieu. On adopta les mœurs des barbares qui, pénétrant dans une ville, distribuaient les biens des vaincus, à titre de butin de guerre, entre les conquérants. Chaque

village a assisté à des scènes de rapine scandaleuse.

On retira aux citoyens le droit d'élire ou de nommer leurs propres dirigeants, de leur demander un compte rendu de leur mandat, et de les destituer, le cas échéant. A raison de ce manque de vigilance publique, on a vu au cours de ces dernières années, d'incroyables scandales d'exactions commises au préjudice des deniers publics, de favoritisme, qui ont divisé le pays en amis et ennemis, en protégés et persécutés, en privilégiés et proscrits. Il suffira de citer les scandales du Ravitaillement, les privilèges de la caste militaire, les concessions injustifiées à certaines institutions religieuses, le marché noir sur une grande échelle, fomenté par des organismes officiels qui en tirent profit, les insolences et les ambitions insatiables du Syndicat Unique et du Parti Unique, la suppression de toute presse libre, l'interdiction d'exprimer l'opinion publique, verbalement ou par écrit. On a, ainsi, manqué gravement aux principes et à la thèse de l'Ethique Chrétienne, à la Loi Naturelle et aux règles des Papes.

Les Tribunaux ont eu la honte de rendre des jugements dictés par les intérêts ou les consignes du régime politique, instrument de ceux qui, dans leurs désirs de « liquidation », souhaitaient représailles et châtiments. Deux ou trois douzaines de citoyens s'asseyaient au banc des accusés, devant des conseils de guerre, sans avoir le droit de se défendre, ni pouvant désigner leur avocat défenseur, ni voir, ni parler à leur avocat d'office avant l'audience, et, au bout d'une heure et demie, les juges prononçaient vingt ou trente peines de mort dont beaucoup étaient bientôt exécutées. Il ne s'agit pas d'un cas isolé, mais de méthodes couramment employées durant de longs mois, voire des années. Le peuple connaît bien cette procédure barbare. Nous sommes prêts à en rapporter les faits devant un tribunal impartial, national ou étranger. Il suffirait d'entendre nos détenus parler de ces effroyables enlèvements nocturnes suivis de l'exécution de centaines et de milliers de malheureux dans le silence de la nuit. Que l'on ne dise pas que cette politique répondait à des désirs de représailles, qui ne seraient pas justifiées non plus ; la Navarre a été le théâtre d'horribles tueries d'individus sans défense, sans que l'on puisse dire qu'il y ait eu un soupçon de résistance. On a tué publiquement, et les responsables de semblables crimes étaient bien souvent des gens qui se disaient chrétiens, des croyants et même des dévots. Nombre de ces victimes gisent encore aujourd'hui en terre non sacrée, entassés dans des fosses communes, sans la moindre croix indiquant une tombe. Parmi ces catholiques enterrés comme des chiens, se trouvent presque tous nos prêtres fusillés, notamment en Guipuscoa. On n'a pu célébrer d'offices pour le repos de leurs âmes. Le Bulletin Ecclésiastique du diocèse lui-même a tu les noms de ces prêtres exécutés, dans ses pages consacrées à la rubrique nécrologique. Ces crimes et ces horreurs n'ont pas encore été réparés aujourd'hui.

On a célébré et l'on célèbre encore des fêtes dites de la « Libération » qui sont une provocation injuste et odieuse

pour les vaincus. A notre grand scandale, Mgr F. J. Lauzurica, Administrateur Apostolique de Vitoria, présida personnellement ces fêtes, à Guernica précisément, notre ville sainte sacrifiée par les avions nazis au service du franquisme ; nous avons relevé avec horreur dans la presse quotidienne, que le Prélat présidait ce jour-là le banquet officiel qui se tenait au milieu des ruines accusatrices. Une autre réjouissance de même caractère a eu lieu à Mondragon, où les autorités franquistes avaient fusillé plus de trente hommes, deux femmes et trois prêtres, dont leur vénérable archiprêtre ; ces derniers furent exécutés le jour du Christ-Roi. On a prié publiquement dans les églises pour les tués d'un parti, et l'on n'a pu le faire pour ceux de l'autre, poursuivant ainsi la guerre civile au delà de la tombe.

Pour comble à tant de malheurs, on a ignominieusement expulsé notre vénéré Evêque Mgr Mateo Mugica Urretarazu, à l'égard duquel aucun de ses successeurs n'a eu un mot de sympathie.

b) La grande responsabilité du silence.

Ainsi donc, pas une seule voix autorisée, officielle, ne s'est élevée publiquement parmi les ecclésiastiques pour protester et pour condamner une telle iniquité, pour défendre ou protéger le persécuté. Nous, en notre qualité de prêtres, nous avons reçu les amères confidences du peuple qui ne pouvait s'expliquer un silence aussi ostensible, sans se douter que l'on portait ainsi atteinte à la plus douce prérogative de l'Eglise : sa Maternité à l'égard des croyants. Une Mère peut-elle se taire devant un si grand crime, en faisant comme si elle ne savait pas que des milliers de ses enfants sont encore enterrés en terre non sacrée, et qu'on les a privés du droit au service funèbre ainsi qu'à la prière publique et officielle ? Le peuple voyait fréquemment les autorités ecclésiastiques paraître dans les cérémonies publiques, amicalement accompagnés de ceux qui représentaient et symbolisaient un régime politique responsable de ce monceau d'exactions et d'aberrations.

Devant cet état de choses, nous avons réfléchi : nous ne pouvons nous taire sans trahir notre vocation. Nous ne pouvons continuer de dénoncer, par exemple, l'immoralité des plages, tout en faisant le silence sur les abus du pouvoir, sans tomber dans un parti-pris scandaleux. Les injustices des pouvoirs publics ont une plus grande influence et provoquent plus de scandale que l'immoralité des personnes privées.

Comment exprimer notre pensée et fixer notre attitude ?

Nous nous trouvons devant le fait brutal du silence officiel, d'un silence prolongé de plus de dix ans, d'un silence qui produit d'énormes ravages dans les âmes. Nous connaissons les difficultés et les inconvénients sérieux qu'implique la prédication de la vérité sous des régimes totalitaires, notamment lorsque ceux-ci se targuent de leurs religiosités et de leur catholicisme. La pression des autorités civiles, dans ces conditions, est constante, minutieuse et implacable. Nul n'ignore qu'une telle pression limite la liberté d'expression de l'Eglise (de ses évêques et de ses prêtres), si elle ne la supprime pas.

Autrement, comment aurions-nous pu faire d'aussi horribles crimes ? Nul homme d'Eglise, se sentant libre et ayant conscience de son christianisme, ne manquerait de dénoncer et de condamner publiquement ces faits publics et immoraux. Le silence observé sur de tels faits est un argument pour croire à la suppression ou à la restriction de la liberté de l'Eglise. Dans le cas contraire, si au silence s'ajoute la liberté, on devrait employer des mots plus durs, en s'exprimant avec cette phrase du Psalmiste : « Seigneur, qu'un autre remplisse son ministère » (psaume 108).

II. - La clandestinité n'est pas un délit

Nous avons dit qu'il fallait dénoncer et condamner de graves transgressions. Nous avons ajouté que cette condamnation ne pouvait être faite publiquement. Aussi, n'avons-nous d'autre moyen que de faire appel à la clandestinité qui, dans de telles conditions, loin de constituer un délit, est une nécessité morale et un geste de vertu presque héroïque.

Nous ne serons point les premiers à fouler ce terrain. La clandestinité s'est pratiquée à toutes les époques d'oppression, par les croyants et les infidèles, lésés dans l'exercice d'un droit qui leur était interdit. Les premiers chrétiens distribuaient secrètement les textes des évangiles, des Papes et des écrivains ecclésiastiques ; la clandestinité a son symbole de sainteté dans le jeune saint Tarcisse ; les catacombes sont un témoignage éloquent du citoyen réduit à vivre en cachette, en détournant une loi injuste et la persécution du plus fort. Durant la persécution protestante en Angleterre, les prêtres anglais ordonnés en France ou en Espagne, retournaient secrètement dans leur pays, et ils y travaillaient dans la clandestinité la plus rigoureuse. Nous connaissons tous des exemples semblables survenus au Mexique, au temps de la persécution déclenchée par le Président Calles. En Irlande, pendant la dernière guerre civile, les évêques nommés sous l'influence du gouvernement britannique condamnaient le mouvement révolutionnaire patriote, et certains d'entre eux donnaient l'ordre à leurs prêtres de ne pas administrer les derniers sacrements, à l'heure de la mort, à quiconque tomberait blessé sur le terrain en attaquant à main armée les forces de police anglaises. Cependant, les prêtres irlandais, croyant remplir un devoir de conscience, continuèrent d'assister leurs

Et, pour preuve de l'existence de difficultés sérieuses, il nous suffira de rappeler celles rencontrées dans ses négociations par le Cardinal-Primat lui-même, en sa qualité de Directeur Pontifical de l'Action Catholique et Sociale. Qu'on se reporte à ses discours aux dirigeants de la H.O.A.C. relatifs à cette question, ainsi que la suppression, pour la seconde fois, de Tu, organe des Confréries ouvrières de l'Action Catholique.

Pour toutes ces raisons, nous éprouvons l'obligation de religion, de piété et

compatriotes révolutionnaires persécutés, dans tout ministère spirituel dont ils avaient besoin. Le plus illustre de tous les prêtres, le Père Flanagan, dut partir en exil ; mais, lorsqu'il mourut après être retourné dans son pays, il eut droit à des obsèques nationales, auxquelles assistèrent une foule de prélats, de prêtres et de patriotes, ainsi que tous les membres du gouvernement de Valera. Qui donc ignore encore la distribution clandestine de la Lettre pastorale « Patriotisme et endurance » du Cardinal Mercier, sous l'occupation allemande, pour Noël 1914 ?

Nous pourrions encore énumérer bien d'autres cas semblables : Pie XI envoyait clandestinement d'Italie fasciste son Encyclique « Non abbiamo bisogno », condamnant le fascisme de Mussolini ; les prêtres et fidèles d'Allemagne distribuaient les lettres pastorales de leurs évêques, au mépris des ordres et de la surveillance de la police nazie ; en Espagne, on se passe, secrètement, de main en main, un ouvrage du Recteur de l'Université Catholique de Toulouse, Mgr Bruno de Solages, intitulé « Discours interdits », des exemplaires de l'encyclique de Pie XI « Mit brennender Sorge », condamnant le nazisme ; on se souvient aussi de l'hebdomadaire catholique français *Témoignage Chrétien*, que le Père jésuite Chaillot publiait clandestinement sous l'occupation allemande, et qui paraît toujours aujourd'hui ; il est du domaine public que le journal catholique belge *La Libre Belgique* paraissait clandestinement pendant les deux dernières guerres mondiales.

Comme on le voit, la clandestinité n'est pas un délit, mais un recours moral, en temps de tyrannie, alors que la libre expression des idées est interdite.

Pie XII s'est déclaré contre cette op-

pression de la vérité, dans son discours prononcé à Rome, en février 1950, au Congrès des journalistes catholiques, précisant notamment : « Nous laisserons évidemment de côté le cas où l'opinion publique se tait dans un monde dont la juste liberté est exclue et où l'opinion des chefs ou des dictateurs est seule autorisée à faire entendre sa voix. Aux yeux de tout chrétien, étouffer la voix des citoyens, la réduire au silence forcé, est une atteinte au droit naturel de l'homme, une violation de l'ordre du monde, tel qu'il a été établi par Dieu ».

Nous ne saurions mieux brosser le tableau qui est une triste réalité dans le domaine de la libre expression, de notre opinion publique. Ici, où il n'y a pas de liberté de presse, en dépit des multiples demandes du Cardinal-Primat, du moins pour les journaux, tel l'ancien *El Debate*, ici, où la radio est officiellement contrôlée par le gouvernement, où les directeurs de presse doivent faire partie du parti officiel et être désignés par le ministère ; ici, seuls les partis au pouvoir, les chefs ou le dictateur, peuvent faire entendre leur voix. Et tout ceci à l'encontre de la loi naturelle de l'homme, en violation de l'ordre établi par Dieu. Tel est le verdict solennel du Pape lui-même. Pour pratiquer et défendre ce droit naturel, pour proclamer avec des faits cet ordre établi par Dieu, Egiz a paru, et il paraît encore.

La loi qui conduit directement à la suppression systématique de l'expression publique est dépourvue de légitimité, car nulle loi humaine ne peut être une obligation, en conscience, si elle porte atteinte au droit naturel de l'homme. La clandestinité nous a été imposée par la force, et nous l'avons acceptée au profit des droits naturels de la vérité de la conscience de l'homme.

La loi qui conduit directement à la suppression systématique de l'expression publique est dépourvue de légitimité, car nulle loi humaine ne peut être une obligation, en conscience, si elle porte atteinte au droit naturel de l'homme. La clandestinité nous a été imposée par la force, et nous l'avons acceptée au profit des droits naturels de la vérité de la conscience de l'homme.

III. - L'aspect canonique

L'Ordonnance épiscopale fait savoir que le directeur, les rédacteurs et les collaborateurs de Egiz, s'ils sont prêtres, vont à l'encontre des prescriptions du canon 1386, paragraphe I.

Nous tenons à préciser que :

a) Egiz se conforme aux prescriptions légales du canon 1385, paragraphe 2 ;

b) Egiz paraît, comme le reconnaissent nos Très Révérends Prélats, sur des feuillets multicolés. Or, le canon 1386 n'a jamais été rigoureusement appliqué aux feuillets multicolés. Bien mieux, il y a toujours eu des évêques qui, conformément à l'avis autorisé de commentateurs du Droit Canon, n'ont pas voulu

l'étendre à ce genre de publications ;

c) Le caractère obligatoire des lois positives humaines est suspendu par toute cause juste. Certes, une cause d'excuse, pour être juste, doit être grave proportionnellement à l'importance et à la gravité de la loi : importance et gravité qui doivent toujours être à la mesure de la tradition, de la jurisprudence et de l'opinion des théologiens et des canonistes réputés. Donc, ni la tradition, ni la jurisprudence, ni l'opinion des théologiens et des canonistes n'accordent un caractère particulièrement grave au canon 1386, d'une part, et, d'autre part, il a été amplement démon-

tré, dans ce qui précède, que les motifs nous en ayant imposé la douloureuse inobservance sont non seulement graves, mais très graves, véritablement exceptionnels. Ces considérations nous autorisent à qualifier de scrupuleuse l'interprétation donnée par le décret en question au canon 1386, et nul n'ignore que nous n'avons pas la moindre obligation de soumettre notre jugement et notre attitude à toute espèce de scrupules, propres ou étrangers ;

d) Ajoutons que de nombreux canons, notamment ceux d'ordre disciplinaire, supposent une vie normale, pour leur application, et ils peuvent difficilement

être observés là où un régime de force supprime les droits naturels de l'homme. Ainsi que nous le disions ailleurs, « la liberté accordée par la loi naturelle étant suspendue, toutes les lois qui en découlent, ecclésiastiques ou civiles, sont suspendues » ;

e) Pourquoi n'applique-t-on pas les censures canoniques à l'égard des contrevenants, publics et notoires, de la loi ecclésiastique ? Exemple : assassins de prêtres ; infractions à l'enterrement des fidèles en terre sacrée ; immixtion de l'autorité civile dans le domaine purement ecclésiastique, comme la prédica-

tion sacrée ou les noms de baptême, selon la volonté des parents ; collaboration de prêtres connus à des journaux de Vitoria et de Bilbao, lesquels écrivent sur des sujets d'un caractère politique évident, favorable au régime, biessant bien souvent les sentiments et les droits naturels des diocésains qui ne sont pas d'accord avec la politique régnante. Nous pourrions citer encore de nombreux cas, mais la liste en serait interminable. Nous sommes amenés, parfois, à douter que le Droit Canon était applicable à certaines personnes. Nos morts ont été exécutés, enterrés,

puis avilis par l'action positive des uns et l'abominable silence des autres... Nous n'avons pas d'exemple, à notre époque, d'un tel acharnement dans la persécution, couvert par le silence officiel. Les règles du Droit Canon sont sérieuses et dignes d'attention, mais il est aussi une loi plus noble, plus élevée, plus divine, c'est la loi naturelle, inscrite sur les tablettes de Moïse. C'est une science délicate que de savoir les classer selon leur valeur intrinsèque, puisque, en fin de compte, c'est ce qui a été établi et commandé par Dieu.

IV. - Politique et morale

L'Ordonnance épiscopale accuse Egiz d'avoir « une orientation politique partisane, nette et évidente ». Le reproche de faire de la politique pèse constamment sur l'Eglise, depuis l'époque des catacombes.

a) Et pourquoi ? Parce que les autorités ecclésiastiques ont presque toujours jugé, du point de vue moral, les actes et les attitudes d'un gouvernement, d'un parti ou d'un homme public. En tant qu'actes humains, ceux-ci sont soumis aux règles de la morale, et l'autorité chargée de veiller à la moralité fait entendre sa voix en dénonçant et en condamnant le mal. Est-ce faire de la politique ? Les autorités ecclésiastiques, le prêtre, ne peuvent-ils condamner les erreurs et les crimes du communisme, du fait que ce dernier constitue un parti, un régime ? Dans ce cas, quelle autorité auraient les encycliques papales contre le nazisme, le fascisme et le communisme, publiées au cours de ces dernières années ? Ou bien, alors, le franquisme se sentirait-il immaculé et sans tache ? Demandez-le à nos prisons, aux poteaux de nos cimetières, à nos fossés et à nos routes, à nos rues, et, surtout, à notre peuple. On ne saurait taire cette accusation de milliers de victimes immolées, bien que l'on prétende les dissimuler à l'ombre de la Croix. Au crime, on ajoute le sacrilège. Le franquisme se croit-il au-dessus de la critique ? C'est ce qu'ont toujours pensé les tyrannies, et la société honnête et bonne a fait ce qu'elle a pu contre elles.

C'est dans ce sens que nous sommes des politiciens, en ce que nous jugeons, comme il est de notre devoir de conscience, l'attitude d'un régime politique, à la lumière de la morale chrétienne.

b) Passer sous silence les injustices des uns et dénoncer les crimes commis par les autres, serait faire preuve d'un parti pris odieux. L'Eglise est au-dessus

des partis et des groupes humains. Et comme les autorités ecclésiastiques ont dénoncé, non sans raison, les horreurs d'un camp, nous croyons qu'elles dénonceraient aussi celles de l'autre. A diverses reprises, nous avons condamné les crimes des deux côtés, en nous inclinant avec respect et vénération devant toutes les victimes. Notre position est au-dessus des partis, comme celle de l'Eglise. Mais, nous insistons à présent, contre l'attitude immorale du franquisme, car elle voudrait passer, aux yeux de l'opinion publique, pour honnête, chrétienne, juste et bonne. Que chacun prenne ses responsabilités.

c) En outre, il est une autre politique, que nous appellerons négative, et qui consiste à éviter que l'Eglise paraisse inféodée à un régime politique. C'est ce que nous conseillons avec insistance les derniers Papes. Il s'agit d'une entreprise de libération sociale et morale de l'ecclésiastique. Or, ceux qui doutent de ce que pensent les masses (le peuple) à propos du franquisme et des ecclésiastiques, n'ont qu'à ouvrir les yeux pour voir ce qui s'écrit. Ne nous faisons point d'illusions qui pourraient être fatales. Le peuple a l'idée que les ecclésiastiques ont été, et sont encore, un facteur important en faveur du régime politique actuel. Il les estime inféodés, soumis à ce régime. C'est un fait que nous pouvons cueillir chaque jour dans la bouche des gens. Certains préféreraient que nous nous taisions sur ce point. Mais nous pensons qu'il vaut mieux regarder la réalité telle qu'elle est, afin de prendre les mesures susceptibles d'y remédier. Egiz déclare, une fois encore, que les prêtres basques ne sont inféodés ni au franquisme ni à tout autre groupe ou parti. Qu'ils défendent, à leurs propres risques, la justice et la morale, chaque fois qu'ils pourront le faire, d'une façon ou d'une autre. Nous voulons une Eglise souveraine, mère, au-dessus des partis, universelle, catholique, défen-

dant les principes moraux élevés de l'évangile.

d) Que nous importe d'être gouvernés par un régime monarchique ou une République, une démocratie ou une aristocratie, un système ou un autre, du moment qu'ils sauvegardent les droits de Dieu ainsi que les droits du peuple ; car le peuple a des droits lui aussi, qui lui ont été accordés par Dieu. Ceci est de la compétence des citoyens et non du clergé. Nous veillerons sur l'origine légitime, sur l'attitude morale ou immorale de l'autorité humaine. Mais, la tactique politique et les questions de partis ne sont pas de notre ressort. Nous ne faisons pas de politique, pas plus que de syndicalisme, mais nous avons le devoir de défendre le droit du peuple à faire librement de la politique et du syndicalisme. Nous n'avons aucune autorité en matière de technique commerciale, mais nous avons pourtant le devoir de proclamer que le commerce doit être pratiqué dans le cadre des règles de la morale. Aussi, condamnons-nous le marché noir officiel qui a donné lieu à tant d'abus et de scandales, ainsi qu'à cette situation irritante de certaines fortunes immenses édifiées injustement dans ces dernières années, à côté de la pauvreté et de la misère d'innombrables familles honnêtes et laborieuses. Nous ne saurions, en tant qu'ecclésiastiques, évêques ou prêtres, définir et dogmatiser sur des matières laissées à la discrétion des hommes. Nous prêcherons l'amour de la patrie, mais nous ne saurions définir quelle est cette patrie si l'opinion publique est en conflit à ce sujet ; nous prêcherons le respect de l'autorité au profit du bien commun, mais nous ne saurions justifier son attitude, si celle-ci est infiniment immorale dans certains domaines. De la sorte, nous éviterons notre inféodation au pouvoir temporel, et nous ferons, en fait, ce que nous avons appelé une politique négative.

V. - L'autorité ecclésiastique et l'opinion publique au sein de l'Eglise

Dans l'Ordonnance épiscopale, on accuse Egiz de « ses fréquents propos insidieux à l'encontre de la Hiérarchie ecclésiastique ».

Il s'agit d'une accusation nette et publique, mais on ne rapporte point de faits, ainsi que l'on devrait le faire dans ce genre de questions. Il est curieux que nos lecteurs (prêtres bien

formés et exemplaires, autorités en théologie morale et en droit canon) ne nous aient point signalé une telle faute. Leur conscience aurait-elle souffert une aberration ? C'est beaucoup dire.

Nous sommes prêts à rectifier toute erreur, toute fausse interprétation, qui nous serait signalée et constatée, notamment en ce qui concerne la hiéar-

chie ecclésiastique pour laquelle nous conservons tout notre respect, toute notre obédience, toute notre soumission. Nous n'avons jamais été rebelles, et nous ne le serons jamais, vis-à-vis de nos supérieurs légitimes. Bien mieux, nous souhaitons corriger jusqu'à la forme d'expression moins correcte qui aurait pu se glisser dans nos feuillets.

Nous sommes des hommes et nous pouvons nous tromper ; en fait, nous nous trompons souvent ; nous sommes faibles, et dans les conditions morales où nous vivons, nous ne nions point que nous aurions pu être influencés par la passion, tout en la croyant sainte et digne.

On ne pourrait guère nous reprocher une plus grosse tâche, un plus grand déshonneur. Mieux que d'écrire consciemment contre notre Mère l'Eglise, nous voudrions voir paralysées nos mains. En œuvrant ainsi, comme nous le faisons, nous ne prétendons pas à la gloire humaine, ni même à la satisfaction ridicule d'une lutte négative et portant le signe « anti ». Le risque humain que nous courons est trop sérieux

pour nous livrer aisément à cette tâche incomprise de bien des gens.

Cependant, nous souhaitons faire remarquer un principe fondamental : l'autorité ecclésiastique n'est pas exempte de critique, quand il ne s'agit pas de thèmes définis par l'autorité infallible du Pape, ou de questions étroitement liées à ces sujets.

Nous citerons, à ce sujet, notre Saint Père, le Pape Pie XII, dans son discours (dont nous avons déjà parlé) aux journalistes catholiques : « Enfin, dit-il, nous voudrions ajouter encore un mot à propos de l'opinion publique au sein même de l'Eglise — dans les questions, évidemment, qui peuvent être l'objet d'une libre discussion. Et cela ne peut étonner que ceux qui ne connaissent

point l'Eglise, ou qui la connaissent mal. Parce que l'Eglise est, somme toute, un corps vivant, et il lui manquerait quelque chose si l'opinion publique venait à lui manquer. Cette absence provoquerait des censures à l'égard des pasteurs et des fidèles ». Puis, le Pape indique que cette opinion publique doit agir avec respect et doit toujours être inspirée par l'amour de l'Eglise, notre Mère. « Divine, oui — ajoute-t-il — mais formée par des membres et par des organes humains. »

Nous voulons que notre attitude repose sur ces règles, en rendant à la vérité le culte que celle-ci appelle, et en l'exprimant toujours avec un fond chrétien de charité.

CONCLUSION

Nous pensons que nos lecteurs auront pu apprécier la correction de notre position, conforme à la vérité et aux principes de la discipline ecclésiastique.

Nous avons le devoir de prêcher la morale aux hommes, y compris aux gouvernements. Nous ne pouvons accomplir ce devoir en public, à présent, mais nous pouvons le remplir et nous l'accomplirons dans la clandestinité.

Nous ne sommes point en dehors des règles canoniques ; nous ne sommes point, et nous ne voulons pas être des politiciens dans le sens partisan du mot ; mais nous souhaitons appliquer les principes de l'éthique chrétienne aux problèmes politiques.

Ainsi, nous travaillons pour le bien commun et collectif, pour le prestige moral de l'Eglise et pour le règne de la justice sur le monde.

Et pour finir, nous souhaiterions adresser une prière à nos seigneurs les évêques : nous voudrions être sûrs qu'on ne doute pas de notre sincérité sacerdotale, ni de la droiture de nos intentions, ni de notre caractère désintéressé. Une fois encore, nous exprimons publiquement nos sentiments de loyauté, de soumission, de discipline et d'obéissance à nos Supérieurs hiérarchiques, mais sans servilismes, qui n'ennoblissent point celui qui commande, et abaissent ceux qui se soumettent. Certains auront pu croire que Egiz cesserait de paraître après la publication de l'Ordonnance épiscopale. C'eût été laisser entendre que ses auteurs reconnaissaient et avouaient leur faute, qui n'existe pas, en réalité. Nous n'aurions jamais continué de paraître sans faire cas de ce document, car une telle attitude eût signifié un geste de rébellion vis-à-vis de

l'autorité, que nous ne prendrons jamais. Le moyen terme nous semble juste et digne : donner une explication de notre attitude et de notre manière de faire. Faire acte de sincérité devant nos Supérieurs et le faire publiquement ; car nous nous devons également à notre peuple qui n'aurait guère interprété notre silence qu'en le traitant de lâche retrait ou de conscience de culpabilité.

Rappelons le conseil donné par notre Maître à ses disciples : « Quand on vous persécute dans une ville, fuyez vers une autre ». Nous nous sentons persécutés et privés de liberté dans la vie publique, et nous nous sommes réfugiés dans la ville de la clandestinité, car il est indispensable que le message de la vérité et de la justice soit constamment proclamé : et ceci « opportune et importune » comme dit l'Apôtre.

ABONNEZ-VOUS

LES AMIS DE LA LIBERTÉ

Cahiers mensuels de liaison

publient chaque mois un ou plusieurs documents

41, Avenue Montaigne, PARIS (8^e)

LE NUMERO : 20 Francs

C. C. P. PARIS 8.100-10

10 NUMEROS : 150 Francs

Discours prononcé par M. Nicolas Nabokov

(Suite de la page 2.)

tiques dans un musée interdit des œuvres décadentes. Nous avons fini par trouver une petite suite pour orchestre, arrangée d'après la partition originale, et nous avons décidé de la faire jouer au lieu de l'acte complet.

Mais nous avons réussi mieux : de Berlin, Ferenc Fricsay, chef d'orchestre hongrois en exil du Ries Orchestra, qui joua cette œuvre, nous câblait qu'il avait trouvé à Vienne une copie de l'arrangement pour concert de cette œuvre. Notre problème était résolu. Nous serons maintenant en mesure de faire jouer « Lady Macbeth » malgré Staline et ses commissaires qui avaient décidé que cette musique ne serait jamais plus jouée.

Nous aurons à notre programme trois grands orchestres français, l'Orchestre de la Suisse Romande, l'orchestre et les chœurs de Santa-Cecilia de Rome.

Nous sommes en pourparlers afin qu'un groupe choisi de personnalités du théâtre anglais, français, italien, allemand, donne une série de conférences sur l'art dramatique en anglais, français, italien et allemand. Nous espérons avoir parmi eux Sir Lawrence Olivier et sa femme, Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, Sir John Gielgud, Michaël Redgrave et d'autres.

Nous nous engageons aussi à réunir cent vingt à cent cinquante tableaux, trésors d'art de notre époque, dont certains

n'ont jamais été exposés en Europe. Nous entreprenons toutes les démarches nécessaires pour obtenir une partie de l'extraordinaire collection des impressionnistes et post-impressionnistes possédée par la succession de feu le Dr. A. Barnes. La tâche est difficile, mais nous avons espoir de réussir.

Nous avons aussi établi un programme littéraire. Nous avons envoyé à environ soixante des plus grands écrivains des invitations pour participer à une série de discussions et de conférences. Parmi eux, vous trouvez : T. S. Eliot, Forster, Huxley, Jaspers, Auden, Graham Greene, John Dos Passos, Malraux, Silone, et d'autres.

Ainsi, nous dirons à ceux qui ont perdu la foi, voici notre culture dans toute sa richesse et sa pauvreté, dans ses contradictions et son unanimité, sa force et sa faiblesse. Voici les productions d'esprits libres dans un monde libre où l'on peut accepter ou rejeter, louer ou critiquer librement et ouvertement. Voici les choses que nous aimons, non pour elles-mêmes, mais comme preuve de notre vitalité, comme une promesse pour l'avenir qui s'étend devant nous. Voilà ce que nous croyons être une véritable entreprise artistique, une vraie valeur culturelle, en opposition à la disparition progressive de la culture derrière le rideau de fer.

Regardez maintenant et jugez.

Pourquoi un programme littéraire ?

LES partisans des régimes où les entreprises de mise au pas sont systématiquement poursuivies, accusent volontiers la civilisation occidentale d'être en pleine décadence, de ne plus produire qu'un art périmé ou corrompu, triste produit de la décomposition d'une société. A cette accusation, le Congrès pour la Liberté de la Culture désire répondre autrement que par des invectives et de vaines affirmations.

En offrant une sorte de panorama de l'activité artistique et intellectuelle dans les pays où celle-ci s'est librement développée, nous espérons prouver que la force créatrice de notre culture n'a rien perdu, depuis un demi-siècle, de son ampleur et de sa vitalité.

C'est pourquoi le Congrès pour la Liberté de la Culture a décidé d'organiser à Paris, de fin avril à fin mai 1952, une présentation de quelques-uns des chefs-d'œuvre de l'art et de la pensée dont le XX^e siècle peut légitimement s'enorgueillir.

La difficulté de présenter un tableau complet de l'histoire littéraire d'un grand nombre de pays et relevant, par conséquent, d'un grand nombre de langages, nous a conduit à mettre l'accent sur les tendances communes qui se font jour dans les diverses littératures.

Ces tendances communes ne se sont pas manifestées partout en même temps, mais il n'est pas un seul peut-être de ces mouvements qui, éclorent dans tel ou tel pays, n'ait eu, à plus ou moins longue échéance, des répercussions dans tous les

autres. Aucune inspiration valable, aucune vraie grandeur n'est restée isolée et sans résonance.

Ainsi s'est dégagée — en dépit des inévitables différences de tempérament et de conceptions artistiques — une littérature qui se donne pour tâche principale d'explorer et d'exprimer authentiquement et en dehors de toute consigne préalable les données fondamentales de la condition humaine. Les multiples expériences tentées n'ont pu l'être que parce que la liberté créatrice de l'écrivain, malgré toutes les menaces, a été préservée. C'est donc en dernière analyse la liberté créatrice qui assure l'unité des différents points du programme que le Congrès exposera et dans lequel il a cherché à mettre en lumière quelques lignes de force de la littérature moderne.

Conférences et débats littéraires

I. — ISOLEMENT ET COMMUNICATION

Le XX^e siècle a précipité l'isolement du créateur. Faute d'une langue vraiment commune, ou par réaction contre les conventions et les clichés, certains ont cherché à se recréer un langage propre, d'autres ont mis en cause le langage lui-même, c'est-à-dire la possibilité de communiquer.

D'autre part, et simultanément, des modes et techniques modernes de communication (presse et digests, radio, télévision, cinéma) offrent des possibilités nouvelles de toucher les masses.

Ceci compense-t-il cela ?

Le créateur peut-il utiliser les « mass media » sans se trahir ? Ou les refuser sans trahir sa mission ? Les servitudes que ces moyens impliquent sont-elles fécondes ou nuisibles, tolérables ou inadmissibles ?

II. — REVOLTE ET COMMUNION

En Occident, l'homme qui crée garde sa liberté d'acceptation ou de refus, face à la Société, aux doctrines, principes, mesures et valeurs qui la dominent ou qui l'ordonnent, alors que dans les régimes totalitaires il est réduit à l'acquiescement.

Comme le démontrent ceux des penseurs et des artistes du XIX^e siècle que le XX^e reconnaît pour ses maîtres, tels que : Blake, Kierkegaard, Marx, Baudelaire, Melville, Dostoïevski, Nietzsche, etc., le XIX^e siècle a subi la double tentation de la révolte et de la communion.

Notre époque a poursuivi, avec une rigueur parfois fanatique, le procès de la société et même de la condition humaine, tout en continuant à manifester une nostalgie de la communauté, de la « fraternité virile ».

Devant l'inefficacité de la révolte totale, et comme pour répondre à cette soif de communion, les doctrines totalitaires proposent et imposent des conformismes.

Fausse alternatives : trépigner ou acquiescer ? Refus global ou mise au pas ? Dire non à tous, ou oui à tout ?

Comment maintenir à la fois les valeurs de révolte et de communion, leur résonance permanente ?

III. — Le dernier thème pourrait être celui de la séance de clôture, au cours de laquelle serait dégagée la signification générale de « L'Œuvre du XX^e Siècle » :

DIVERSITE ET UNIVERSALITE

La libre recherche et la libre expression produisent une variété de formes de styles, de doctrines, qui peut apparaître chaotique.

L'ordre que les totalitaires imposent en revanche à l'art se fonde sur une condition servile : son aboutissement est l'uniformité, la monotonie et la stérilité.

C'est la liberté créatrice qui débouche sur l'universel.

Manifestations musicales, lyriques et chorégraphiques

Mercredi 30 avril 1952. — Concert inaugural : Chorale Saint-Guillaume, de Strasbourg ; Orchestre des Concerts Lamoureux. Dir. : Fritz Münch. Programme : « Stabat Mater », de Fr. Poulenc ; « Magnificat », J.S. Bach.

Vendredi 2 mai et samedi 3 mai. — Opéra de Vienne et Orchestre philharmonique de Vienne : Dir. Karl Boehm ; metteur en scène O.F. Schuh. Programme : « Wozzeck », d'Alban Berg.

Lundi 5 mai. — Orchestre de l'Opéra : Dir. Bruno Walter. Programme : « Don Juan », de Strauss ; « Lied von der Erde », de Mahler ; « L'Après-midi d'un faune », de Debussy.

Mardi 6 mai. — Boston Symphony Orchestra (Théâtre de l'Opéra) : Dir. Charles Münch. Programme : Ouverture de « The School for Scandal », de Samuel Barber ; « 2^e Symphonie », d'Honegger ; « Toccata », de Walter Piston ; « La Mer », de Debussy ; « Seconde Suite de Daphnis et Chloé », de Ravel.

Mercredi 7 mai. — Créations d'Œuvres Lyriques. Pro-V. Rieti ; « Amahl », de G.C. Menotti ; deux œuvres lyriques gramma : « Don Perlimplin », de F. Garcia Lorca, musique de françaises en première audition.

Jeudi 8 mai. — Boston Symphony Orchestra (Théâtre des Champs-Élysées) : Dir. Pierre Monteux. Programme : « Variations », de Wil. Tallis ; Seconde suite de « Protée », de Milhaud ; « 3^e Symphonie », de W. Schuman ; « Le Sacre », de Stravinsky.

Vendredi 9 mai. — Créations d'Œuvres Lyriques. Programme : « Don Perlimplin », de F. Garcia Lorca, musique de V. Rieti ; « Amahl », de G.C. Menotti ; deux œuvres lyriques françaises en première audition.

Samedi 10 mai. — New York City Ballet Company (George Balanchine) (Théâtre de l'Opéra) : « Four Temperaments », d'Hindemith ; « Fils prodigue », de Prokofiev ; « Jinx », de B. Britten ; « Till Eulenspiegel », de Strauss ; « Orphée », « Cage », « Fire Bird », de Stravinsky ; « La Valse », de Ravel ; « Swan Lake », de Tchaïkowsky. Dir. Igor Stravinsky.

Dimanche 11 et lundi 12 mai. — New York City Ballet Company (George Balanchine) (Théâtre des Champs-Élysées) : « Four Temperaments », d'Hindemith ; « Fils prodigue », de Prokofiev ; « Jinx », de B. Britten ; « Till Eulenspiegel », de Strauss ; « Orphée », « Cage », « Fire Bird », de Stravinsky ; « La Valse », de Ravel ; « Swan Lake », Tchaïkowsky. Dir. Igor Stravinsky.

Mardi 13 mai. — New York City Ballet Company (George Balanchine) (Théâtre des Champs-Élysées) : « Cordelia », H. Sauguet-J. Dupont ; « Coup de feu », G. Auric-A.-M. Cassandre (créations).

Mercredi 14 mai. — New York City Ballet Company (George Balanchine) (Théâtre des Champs-Élysées) : Dir. Igor Stravinsky.

Jeudi 15 mai. — New York City Ballet Company (George Balanchine) (Théâtre des Champs-Élysées) : « Cordelia », H. Sauguet-J. Dupont ; « Coup de feu », G. Auric-A.-M. Cassandre (créations).

Vendredi 16 mai. — Orchestre Suisse Romande : Dir. Ernest Ansermet. Programme : « Symphonie pour cordes », Honegger ; « Jeux », de Debussy ; « Nobilissima Visione », Hindemith ; « Suite en fa », de Roussel.

Samedi 17 mai. — Orchestre Suisse Romande : Dir. Ernest Ansermet. Programme : « Concerto grosso », de Martinu ; « Concerto pour violon », Fr. Martin (première audition, Josef Szigeti) ; « Trois Images », de Debussy.

Lundi 19 mai. — « Œdipus Rex » (Igor Stravinsky, Jean Cocteau). Dir. I. Stravinsky ; « Symphonie » (Igor Stravinsky), avec Patricia Neway.

Mardi 20 mai. — « Œdipus Rex » (Igor Stravinsky, Jean Cocteau). Dir. Hans Rosbaud ; « Erwartung » (Schoenberg), avec Patricia Neway.

Mercredi 21 mai. — Boston Symphony Orchestra (hors festival).

Jeudi 22 mai. — Orchestre du Conservatoire : Dir. Igor Stravinsky. « Symphonie en ut », « Violin Concerto », « Symphonie en 3 mouvements ».

Vendredi 23 mai. — Orchestre de R.I.A.S. (Concert Bartok) : Dir. Ferenc Fricsay. Pianiste Geza Anda. Programme : « Concerto pour cordes, celesta et percussion », de Bartok ; « 2^e Concerto pour piano », de Bartok ; « Romanian Dances », de Bartok.

Samedi 24 mai. — Orchestre de R.I.A.S. : Dir. Ferenc Fricsay. Chorale. Programme : « Symphonie n° 6 », de Prokofiev ; « Variation sur un thème de Paganini », de Blacher ; Version de concert de la suite de « Lady Macbeth », de Chostakovitch.

Lundi 26 et mardi 27 mai. — Covent Garden Opera : « Billy Budd », de Benjamin Britten. Dir. B. Britten.

Mercredi 28 et jeudi 29 mai. — Accademia Santa Cecilia : Dir. Igor Markevitch. Programme : « Les Choéphores », de D. Milhaud ; « Finale des Euménides », de D. Milhaud ; « Canti dei Prigonia », Dallapiccola ; « Paganiniana », de Casella ; « Suite de Turandot », de Busoni ; « Danses du Tri-corne », de M. de Falla.

Vendredi 30 et samedi 31 mai. — « Four Saints in Three Acts » : Opéra de Gertrude Stein, musique de Virgil Thomson.

Dimanche 1^{er} juin. — Grand concert de clôture (Palais de Chaillot) : Dir. Leopold Stokowski. Programme : « Finlandia », de Sibelius ; « Rosenkavalier », de Strauss ; « Pelleas and Melisande », de Fauré ; « Verklärte Nacht » ; « Short Symphony », de Copland ; « El Amor Brujo ».

Les programmes ci-dessus pourront encore faire l'objet de modifications.

Vers une Conférence Nationale et Internationale des "Amis de la Liberté"

LE Comité exécutif des Amis de la Liberté étudie actuellement l'éventualité de la réunion à Paris d'une Conférence Nationale et Internationale des « Amis » et d'Associations créées, sous leur égide, soit pendant que se dérouleront les manifestations du Festival « L'Œuvre du XX^e siècle », soit à leur issue.

Les thèmes, ainsi que les principes d'organisation de cette Conférence seront exposés aux « Amis » dans des circulaires, dont la première ne tardera pas.

J. E.

Les journées d'études internationales des "Jeunes Amis de la Liberté"

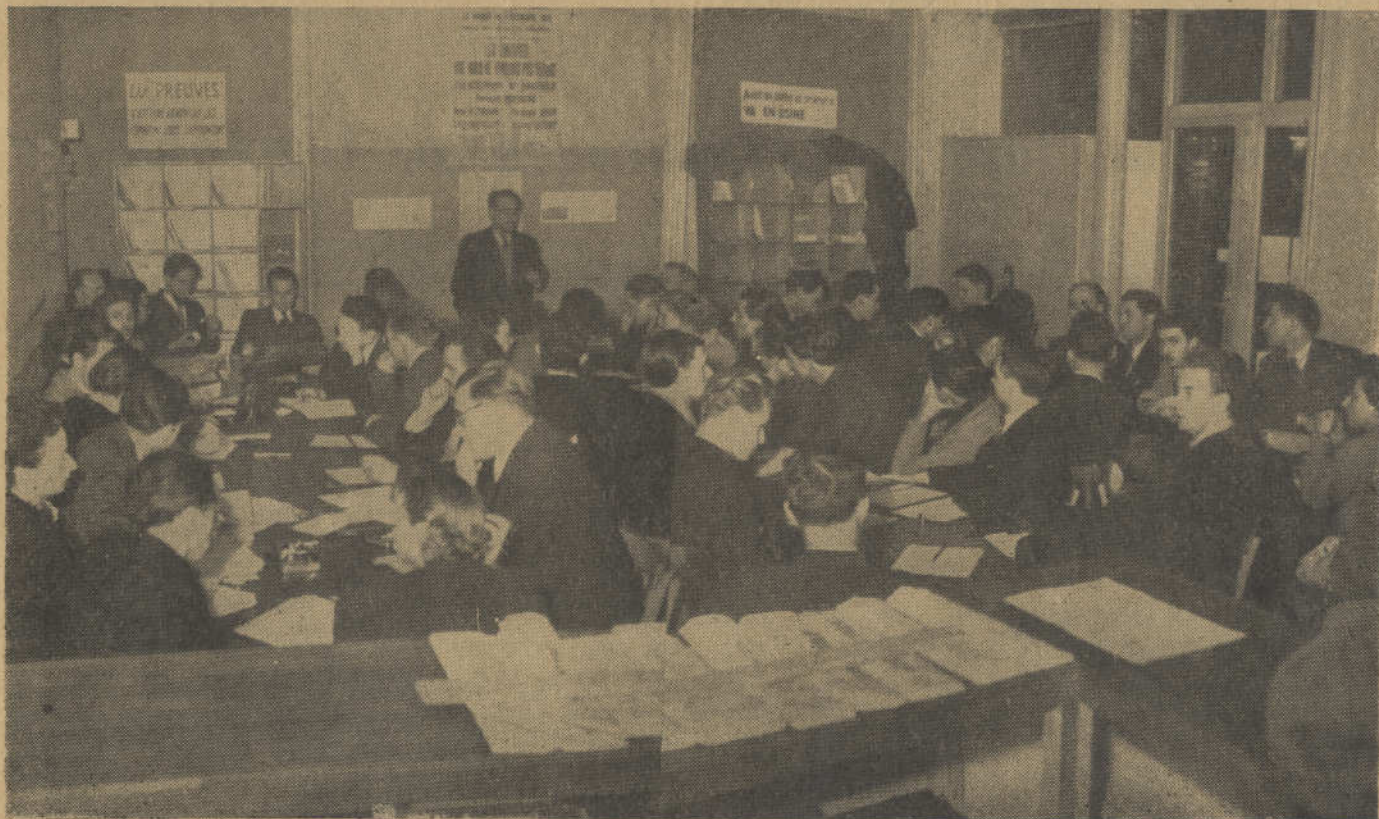
C'EST une bien belle chose que d'être un Jeune ami de la liberté. Car la jeunesse n'est belle que si elle aime la liberté, et la liberté ne peut vivre que si elle est aimée de la jeunesse. Je n'ai jamais pu voir sans un serrement de cœur ces défilés de filles et de garçons embrigadés, mis au pas et s'enivrant de leur propre esclavage. Les régimes totalitaires ont toujours fait de leur mieux pour asservir la jeunesse et ils n'ont souvent que trop bien réussi. C'est que le tyran redoute par-dessus tout cette ardeur pour la justice et la liberté qui est le propre de la jeunesse. Aussi voit-on que, ne pouvant l'éteindre, il cherche à la faire servir à ses propres fins.

Auguste Comte remarquait « qu'on n'a jamais séduit les hommes, et encore moins les femmes, en caressant leurs mauvaises inclinations. Il n'y a de vraiment redoutables que les séductions qui s'adressent aux bons penchants, pour en dénaturer la direction ». Cela est vrai surtout pour les jeunes. L'homme mûr est un homme qui calcule et perd rarement de vue son intérêt particulier.

La jeunesse ne calcule pas ; elle est tout enthousiasme, dévouement, générosité. Et c'est par là que la prennent les tyrans. Au nom d'un avenir meilleur, ils obtiennent d'elle tout ce qu'ils veulent. Sachant qu'elle refuse de tracer les limites du possible et de l'impossible, ils offrent à ses yeux des mirages auxquels souvent elle ne résiste guère. La Propagande, dont les adultes à l'esprit critique ont peine à croire qu'elle soit efficace, atteint profondément des esprits neufs et hardis qui méprisent le doute et la prudence. De là une sorte de divorce entre les générations, l'enthousiasme des plus récentes et leur volonté de mener une action positive se

heurtenant au scepticisme des plus vieilles qui dénoncent le mal sans pouvoir fonder le bien.

C'est ce divorce qui m'avait frappé aux Journées d'études internationales des Jeunes Amis de la liberté. Il me semblait que jeunes et adultes ne parlaient pas le même langage, n'avaient pas les mêmes préoccupations, ne se posaient pas les mêmes problèmes. Les uns me paraissaient plus soucieux d'analyser, les autres de construire. Et il est normal qu'il en soit ainsi. La tâche de construire un monde meilleur, c'est à la jeunesse qu'elle revient. Mais les hommes plus mûrs ont le devoir de faire part de leur expérience et de leurs



Les délégués aux journées d'études de Grenoble.

réflexions, de dénoncer les mirages, de signaler les dangers. Et précisément, c'est ce que les Jeunes Amis de la liberté ont compris, dissipant par là un malentendu menaçant et permettant à ces Journées d'études d'être vraiment fructueuses.

La méfiance de la jeunesse à l'égard des donneurs de conseils est justifiée. Quand elle voit ce que ses aînés ont fait de ce monde, elle a le droit d'être sévère envers eux. Mais on n'a jamais le droit d'être injuste, et j'ai vu avec plaisir que les Jeunes Amis de la liberté ne voulaient pas être injustes, et étaient prêts à tenir compte des enseignements que leurs aînés pouvaient leur fournir. Rien n'était plus sympathique que cette attention donnée à l'exposé des rapporteurs. Il s'agissait vraiment de Journées d'études, où il était moins question de présenter des solutions diverses et peut-être inconciliables, que d'éclaircir des notions, de prendre conscience des problèmes et par là de se préparer à les mieux résoudre. Or il est assez rare, aujourd'hui, de voir la jeunesse disposée à réfléchir, à examiner les principes mêmes sur lesquels elle peut fonder son action. On a trop tendance à croire, à vingt ans, que l'on possède la clé de tous les problèmes, que l'on détient la vérité et que l'on peut aller de l'avant sans plus réfléchir. Les Jeunes Amis de la liberté ont su se garder de ces croyances fanatiques, et c'est là une constatation réconfortante. Il est agréable de voir une jeunesse que son enthousiasme n'aveugle pas et qui, par là même, offre peu de prises aux propagandes.

Mais, quelle que fût la part que prirent les cinq ou six « adultes » présents à ces Journées, elles furent essentiellement les Journées des Jeunes. Et, soit par leurs interventions en séance, soit par leurs conversations entre les séances, des jeunes gens appartenant à différentes nations, et ayant des convictions politiques et sociales différentes, prirent contact sans se heurter. Et cela est essentiel. La civilisation occidentale qui porte les valeurs auxquelles nous tenons tant ne serait pas aussi gravement menacée si elle n'était sapée de l'intérieur par des incompréhensions funestes. Nous avons pris l'habitude redoutable d'insister plutôt sur ce qui nous oppose les uns aux autres que sur ce qui nous réunit. Et pourtant, nous sommes d'accord, au fond, sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le fondement même de notre civilisation, qui est



La table des rapporteurs. Debout, Jacques Enock, Secrétaire général des « Amis »; à sa droite, Aimé Patri; à sa gauche, Michel Collinet.

l'éminente dignité de la personne humaine. Le malheur est que nous ayons de trop rares occasions de prendre conscience de cet accord. Ceux-là du moins qui participèrent à ces Journées d'Etudes internationales purent se rendre compte que cet accord est fondamental et que certaines divergences de vues n'empêchent nullement l'amitié. Cette amitié, qui domina les rencontres de Grenoble, il faut espérer que d'autres pourront la connaître et qu'elle marquera toutes les rencontres futures des Jeunes Amis de la liberté. Car si c'est l'amitié, comme le disait Aristote, qui est le lien des cités, c'est en cultivant cette amitié que les Jeunes Amis de la liberté fonderont la cité humaine.

Georges PASCAL.

Ce que furent les journées de Grenoble

NOTRE Maison de la Liberté de Grenoble venait à peine d'être inaugurée, le 8 décembre, que, déjà, le 27 du même mois, elle abritait une conférence internationale des Jeunes Amis de la Liberté.

Cette conférence, qui dura du 27 décembre au 1^{er} janvier, groupa une délégation française très importante ainsi que des délégations étrangères : douze Allemands, cinq Italiens, un Anglais, un Indien, un Iranien, un Irlandais, une Israélienne, ainsi que des représentants des groupes de réfugiés des pays du glacis soviétique : Pologne, Hongrie Tchécoslovaquie.

Après que notre ami Jacques Enock, secrétaire général des Amis de la Liberté, eut ouvert cette réunion internationale, la discussion fut engagée par un « rapport dialogué » de nos amis Michel Collinet et Aimé Patri sur la civilisation occidentale moderne.

Les deux rapporteurs firent une étude historique des fondements de notre culture et de notre civilisation et insistèrent sur le principe de la tolérance. Ils insistèrent également sur le fait que nous ne saurions envisager, dans le cadre de cette culture occidentale moderne, une opposition quelconque entre ce que l'on appelle « démocratie formelle » et « démocratie réelle ».

Un long et passionnant débat suivit la présentation de ce rapport, auquel prirent part, notamment, quelques étudiants allemands.

Les travaux de cette réunion internationale se poursuivirent par la présentation d'un rapport par M. Manuel Bridier. Le rapporteur, développant les thèmes « Jeunesse et Liberté » et « Jeunesse et Action », démontra que les régimes totalitaires, en supprimant les libertés politiques, supprimaient du même coup toutes les autres libertés et notamment celles qui sont les plus chères à l'homme : la liberté de pensée, par des slogans et des « catéchismes » d'une nouvelle tenue, et la liberté d'expression.

Cet exposé de notre ami Manuel Bridier servit de base à une discussion nourrie à laquelle prirent part de nombreux délégués, notamment Jenkins, délégué anglais, Roth, délégué allemand, Festi et Mammazella, délégués italiens.

Pour délasser les esprits et les corps, une excursion avait été organisée pour l'ensemble des participants à ces journées d'études. Tous les délégués se retrouvèrent à l'Alpe d'Huez, sous un soleil radieux, dans une neige éclatante.

Le dernier jour des travaux fut consacré à la conclusion des débats. Au cours de la discussion, notre ami Jacques Carcassonne, président des Jeunes Amis de la Liberté, proposa la création d'une association internationale des Jeunes Amis de la Liberté. Cette proposition fut acceptée avec enthousiasme. Avant de se séparer, les congressistes décidèrent de nommer un bureau exécutif provisoire, qui serait chargé de jeter les bases juridiques et administratives de cette future association internationale des Jeunes Amis de la Liberté.

ASSOCIATION DES FEMMES

pour la paix et la défense des libertés humaines

POURQUOI une association féminine qui se propose de défendre la Paix et les libertés humaines ? Certains pourront critiquer et se demander ce que propose cette organisation. Tant d'hommes et de femmes semblent se passionner pour ces grandes idées et arrivent seulement à mélanger les problèmes ou à s'en servir à des fins plus ou moins partisanses.

Nous répondrons simplement que les femmes qui ont eu l'initiative de cette association ont depuis longtemps prouvé qu'elles étaient véritablement attachées à ces principes.

Elles pensent aussi que la défense de la Paix n'est pas seulement l'apanage des hommes et qu'une action commune et cohérente peut être encore entreprise.

Mais elles sont peut-être, plus que les hommes, défenseurs de cette paix, car tant de mères, d'épouses, de fiancées, de femmes, souffrent des guerres, qu'il est indispensable de trouver les moyens matériels et moraux qui assureront l'équilibre du monde.

Les femmes pensent également, car elles sont des éducatrices, qu'il est possible de s'entendre avec d'autres peuples et qu'il suffit simplement de se connaître mieux.

Mais pour vivre en paix, il faut avant en définir les garanties. Si les libertés des hommes et des femmes sont protégées, si les valeurs humaines sont respectées, si la personne peut prétendre à un total épanouissement, alors les hommes et les femmes conscients de leur valeur et de leurs possibilités, peuvent vivre.

Mais si, dans le monde, la force prime le droit, si des régimes totalitaires veulent imposer à leur peuple et aux autres nations leur doctrine et leurs conditions de vie, la lutte est inévitable.

Tant que des êtres seront opprimés, tant que des camps de concentration et d'internement existeront, les peuples ne pourront vivre libres et en paix.

Et si, dans le monde, il n'est pas permis de faire connaître

à tous les peuples les réalités morales, économiques, scientifiques, sociales des divers pays, alors les libertés sont menacées.

Nous devons donc, avec tous, lutter pour sauvegarder, protéger et défendre les libertés contre toute oppression.

C'est pourquoi les femmes sauront s'unir et agir pour le mieux être des peuples.

Les 5, 6, 7, 8 mars prochains, des femmes parlementaires allemandes appartenant aux partis social-démocrate, démocrate-chrétien et libéral, seront reçues par l'Association des Femmes pour la Paix et la Défense des Libertés Humaines, sous l'égide des « Amis de la Liberté ».

Au cours des séances de travail, des exposés seront présentés sur les problèmes d'éducation, de la jeunesse française et allemande, les conditions de travail des femmes dans les deux pays et l'activité des femmes parlementaires en France et en Allemagne.

PREUVES

CAHIERS MENSUELS

N° 12

Wladimir WEIDLE : *Quand la Russie était « cosmopolite »*

Michel COLLINET : *Les Choix yougoslaves*

Pierre MONATTE : *Fritz Brupbacher*

François BONDY : *Vienne, ville ouverte*

CHRONIQUES LITTÉRAIRES DE

Georges ALTMAN, Michel CARROUGES, Robert COIPILET, Claude-Edmonde MAGNY, Aimé PATRI, Maximilien RUBEL, etc.

PREUVES 41, avenue Montaigne - PARIS - 8°
Le numéro de 64 pages ill., 70 francs
C.C.P. 178-00 - Paris

LIBRES PROPOS

N° 2

Jean SARVONAT

La Jeunesse et les Démocraties populaires

Jean KOSEK

Les Communistes au Quartier Latin

Les Mouvements de Jeunesse en Europe centrale et orientale

Pierre FELCE

Syndicalisme et Stalinsisme

Les Journées de Grenoble et les Chroniques de cinéma de livres, de jazz, etc.

19, rue de Lille **PARIS-VII^e** LITtré 76-79

NOTRE "MAISON" DE GRENOBLE

OUVERTE depuis deux mois à peine, la Maison de la Liberté tient dès à présent une des premières places dans la vie intellectuelle de Grenoble. Tous ceux qui sont curieux de comprendre leur temps, tous ceux qui n'acceptent pas qu'on leur impose des mots d'ordre mais veulent juger librement, tous ceux qui ont le souci de s'informer aussi complètement que possible savent qu'ils peuvent trouver dans le local des Amis de la Liberté les journaux et les revues de toutes tendances, de nombreux périodiques étrangers, et une bibliothèque contenant les ouvrages d'Alain, de Camus, de Raymond Aron, de Simone Weil, de Koestler, de Burnham, les témoignages de Rounault, de Glaser, etc. De 17 h. à 19 h. et de 20 h. à 24 h., la Maison de la Liberté accueille tous les esprits libres qui veulent.

D'autre part, chaque semaine, sont organisées des conférences suivies de discussion et qui portent tantôt sur des questions de philosophie politique et sociale, tantôt sur des pays étrangers. C'est ainsi que M. Rounault vint parler de la Russie soviétique et des deux années qu'il y vécut. Son témoignage fut écouté avec un vif intérêt et donna envie de lire *Mon Ami Vassia* à tous ceux qui ne l'avaient pas lu. Dans la salle se trouvaient des Français et des étrangers qui avaient eux-mêmes vécu en Russie et dont les souvenirs vinrent confirmer les propos de Rounault. L'un d'eux notamment, qui fut longtemps attaché à une ambassade étrangère à Moscou, raconta une anecdote amusante et bien significative d'un certain esprit de résistance au régime stalinien dont parlait Rounault : ayant manifesté un jour son étonnement de voir un vieux paysan sans souliers dans un kolkhose, il entendit le Russe lui répondre avec un fin sourire : « C'est comme ça que nous battons les Américains ».

La semaine suivante, M. Pascal, agrégé de philosophie, professeur à Grenoble, fit un exposé sur l'interprétation marxiste de l'histoire. Ce fut l'occasion d'un intéressant débat au cours duquel on précisa un certain nombre de notions ordinairement fort mal définies. M. Pascal s'était attaché surtout à montrer que, contrairement à ce que prétendent les communistes, le marxisme est une philosophie et non une science ; une philosophie, c'est-à-dire un point de vue systématique sur le monde qui ne s'impose nullement à l'esprit. D'autres systèmes, à prétentions également scientifiques, comme le positivisme de Comte, donnent une tout autre explication de l'histoire que le marxisme ; et cette diversité des interprétations montre bien qu'on est en présence de constructions philosophiques et non de sciences véritables.

Ensuite, Georges Glaser, l'auteur de *Secret et violence*, fit une conférence sur « Les Allemagnes » depuis la République de Weimar jusqu'à nos jours. Il insista tout particulièrement sur les conditions dans lesquelles les nazis avaient pris le pouvoir. Le débat qui suivit fut animé, comme on pouvait s'y attendre, mais parfaitement courtois. Pour en faire comprendre l'intérêt, il suffira de dire que plusieurs dizaines de personnes, qui n'avaient pu trouver de sièges, restèrent debout pendant deux heures et demie pour suivre jusqu'à la fin la discussion. Georges Glaser répondit avec précision à toutes les questions qui lui furent posées et ses explications permirent aux auditeurs soit de réviser certaines idées toute faites, soit de mieux comprendre l'évolution politique de l'Allemagne.

Le mardi 29 janvier, ce fut un professeur de la Faculté de Droit, économiste de grande réputation, M. Mossé, qui vint parler du plan Schuman ou Pool charbon-acier. Au lieu de situer le débat sur un plan strictement politique, M. Mossé s'attacha d'abord à mettre en lumière l'aspect technique du Pool, qui est en général aussi mal connu de ses adversaires que de ses partisans. Il expliqua, en se référant au traité du 18 avril, comment devait fonctionner cette « mise en commun des productions française et allemande de charbon et d'acier », analysa les pouvoirs respectifs de la haute autorité et des

deux conseils consultatifs. La discussion qui suivit élargit le débat et posa notamment le problème de la Fédération européenne et de l'attitude de l'Angleterre à l'égard de cette Fédération éventuelle.

Le mardi suivant, M. Louis Mercier, journaliste, parla de l'Argentine et du péronisme. Il traça un tableau précis et intéressant de cette Argentine où il vécut et indiqua de quelles conditions géographiques, économiques et démographiques dépend sa politique. Après avoir défini les forces sociales en présence, il montra quels problèmes se posaient à l'Argentine dès avant guerre et comment la dictature du général Uriburu, en 1939, prépara le régime actuel. Les raisons du succès de Peron furent clairement analysées et M. Mercier essaya de dégager le sens et la portée des mouvements anti-péronistes qui ont pu se manifester en Argentine au cours de ces dernières années (grève des cheminots, grève des marins, grève des ouvriers du livre). De nombreux auditeurs posèrent ensuite des questions ou firent part de leur documentation personnelle, notamment ceux qui avaient vécu en Argentine.

Enfin la Maison de la Liberté est largement ouverte aux étudiants. Le samedi 9 février, une réunion de deux heures et demie permit à M. Pascal d'exposer à des étudiants de toutes disciplines la raison d'être et le but des Amis de la Liberté. Une discussion sur la culture et la paix s'ensuivit au cours de laquelle s'opposèrent sans passion et sans fanatisme des opinions diverses. Une autre réunion fut décidée pour le samedi suivant. D'autre part la plupart des conférences faites à la Maison de la Liberté sont faites également aux étudiants du Sanatorium de Saint-Hilaire du Touvet, et de la maison de post-cure de La Tronche.

Telle fut, brièvement résumée, l'activité de la Maison de la Liberté de Grenoble depuis son ouverture en décembre. Au programme de février, figurent une conférence sur la Yougoslavie par M. Berthet, député, qui a passé récemment trois semaines au pays de Tito, une conférence de M. Czapski sur la tragédie de Katyn ou du poète Czeslaw Milosz sur le destin des intellectuels dans les Républiques populaires, et une conférence sur l'Homme révolté de Camus, par M. Givors, professeur à la Faculté de Droit. Toutes ces conférences sont suivies de débats où les opinions les plus diverses s'expriment librement. A ces séances assistent aussi bien des ouvriers ou de petits fonctionnaires que des membres de l'Université et des professions libérales, aussi bien des esprits de tendances libertaires que des esprits conservateurs, aussi bien des étrangers que des Français. Cette diversité, si rare aujourd'hui dans les réunions publiques, n'a pas soulevé la moindre difficulté, n'a jamais produit le moindre heurt. Le seul reproche que l'on fasse à la Maison de la Liberté est d'être trop petite. Mais il est réconfortant d'entendre des gens se plaindre de n'avoir pas eu de place, quand c'était pour assister à une conférence sur l'Allemagne ou sur le plan Schuman. Cela signifie qu'il reste des esprits libres, soucieux de se documenter et de confronter librement leurs opinions.

G. P.

ET BIENTOT UNE "MAISON" A SAINT-ÉTIENNE

NOTRE "MAISON" DE GRENOBLE

OUVERTE depuis deux mois à peine, la Maison de la Liberté tient dès à présent une des premières places dans la vie intellectuelle de Grenoble. Tous ceux qui sont curieux de comprendre leur temps, tous ceux qui n'acceptent pas qu'on leur impose des mots d'ordre mais veulent juger librement, tous ceux qui ont le souci de s'informer aussi complètement que possible savent qu'ils peuvent trouver dans le local des Amis de la Liberté les journaux et les revues de toutes tendances, de nombreux périodiques étrangers, et une bibliothèque contenant les ouvrages d'Alain, de Camus, de Raymond Aron, de Simone Weil, de Koestler, de Burnham, les témoignages de Rounault, de Glaser, etc. De 17 h. à 19 h. et de 20 h. à 24 h., la Maison de la Liberté accueille tous les esprits libres qui veulent.

D'autre part, chaque semaine, sont organisées des conférences suivies de discussion et qui portent tantôt sur des questions de philosophie politique et sociale, tantôt sur des pays étrangers. C'est ainsi que M. Rounault vint parler de la Russie soviétique et des deux années qu'il y vécut. Son témoignage fut écouté avec un vif intérêt et donna envie de lire *Mon Ami Vassia* à tous ceux qui ne l'avaient pas lu. Dans la salle se trouvaient des Français et des étrangers qui avaient eux-mêmes vécu en Russie et dont les souvenirs vinrent confirmer les propos de Rounault. L'un d'eux notamment, qui fut longtemps attaché à une ambassade étrangère à Moscou, raconta une anecdote amusante et bien significative d'un certain esprit de résistance au régime stalinien dont parlait Rounault : ayant manifesté un jour son étonnement de voir un vieux paysan sans souliers dans un kolkhose, il entendit le Russe lui répondre avec un fin sourire : « C'est comme ça que nous battons les Américains ».

La semaine suivante, M. Pascal, agrégé de philosophie, professeur à Grenoble, fit un exposé sur l'interprétation marxiste de l'histoire. Ce fut l'occasion d'un intéressant débat au cours duquel on précisa un certain nombre de notions ordinairement fort mal définies. M. Pascal s'était attaché surtout à montrer que, contrairement à ce que prétendent les communistes, le marxisme est une philosophie et non une science ; une philosophie, c'est-à-dire un point de vue systématique sur le monde qui ne s'impose nullement à l'esprit. D'autres systèmes, à prétentions également scientifiques, comme le positivisme de Comte, donnent une tout autre explication de l'histoire que le marxisme ; et cette diversité des interprétations montre bien qu'on est en présence de constructions philosophiques et non de sciences véritables.

Ensuite, Georges Glaser, l'auteur de *Secret et violence*, fit une conférence sur « Les Allemagnes » depuis la République de Weimar jusqu'à nos jours. Il insista tout particulièrement sur les conditions dans lesquelles les nazis avaient pris le pouvoir. Le débat qui suivit fut animé, comme on pouvait s'y attendre, mais parfaitement courtois. Pour en faire comprendre l'intérêt, il suffira de dire que plusieurs dizaines de personnes, qui n'avaient pu trouver de sièges, restèrent debout pendant deux heures et demie pour suivre jusqu'à la fin la discussion. Georges Glaser répondit avec précision à toutes les questions qui lui furent posées et ses explications permirent aux auditeurs soit de réviser certaines idées toute faites, soit de mieux comprendre l'évolution politique de l'Allemagne.

Le mardi 29 janvier, ce fut un professeur de la Faculté de Droit, économiste de grande réputation, M. Mossé, qui vint parler du plan Schuman ou Pool charbon-acier. Au lieu de situer le débat sur un plan strictement politique, M. Mossé s'attacha d'abord à mettre en lumière l'aspect technique du Pool, qui est en général aussi mal connu de ses adversaires que de ses partisans. Il expliqua, en se référant au traité du 18 avril, comment devait fonctionner cette « mise en commun des productions française et allemande de charbon et d'acier », analysa les pouvoirs respectifs de la haute autorité et des

deux conseils consultatifs. La discussion qui suivit élargit le débat et posa notamment le problème de la Fédération européenne et de l'attitude de l'Angleterre à l'égard de cette Fédération éventuelle.

Le mardi suivant, M. Louis Mercier, journaliste, parla de l'Argentine et du péronisme. Il traça un tableau précis et intéressant de cette Argentine où il vécut et indiqua de quelles conditions géographiques, économiques et démographiques dépend sa politique. Après avoir défini les forces sociales en présence, il montra quels problèmes se posaient à l'Argentine dès avant guerre et comment la dictature du général Uriburu, en 1939, prépara le régime actuel. Les raisons du succès de Peron furent clairement analysées et M. Mercier essaya de dégager le sens et la portée des mouvements anti-péronistes qui ont pu se manifester en Argentine au cours de ces dernières années (grève des cheminots, grève des marins, grève des ouvriers du livre). De nombreux auditeurs posèrent ensuite des questions ou firent part de leur documentation personnelle, notamment ceux qui avaient vécu en Argentine.

Enfin la Maison de la Liberté est largement ouverte aux étudiants. Le samedi 9 février, une réunion de deux heures et demie permit à M. Pascal d'exposer à des étudiants de toutes disciplines la raison d'être et le but des Amis de la Liberté. Une discussion sur la culture et la paix s'ensuivit au cours de laquelle s'opposèrent sans passion et sans fanatisme des opinions diverses. Une autre réunion fut décidée pour le samedi suivant. D'autre part la plupart des conférences faites à la Maison de la Liberté sont faites également aux étudiants du Sanatorium de Saint-Hilaire du Touvet, et de la maison de post-cure de La Tronche.

Telle fut, brièvement résumée, l'activité de la Maison de la Liberté de Grenoble depuis son ouverture en décembre. Au programme de février, figurent une conférence sur la Yougoslavie par M. Berthet, député, qui a passé récemment trois semaines au pays de Tito, une conférence de M. Czapski sur la tragédie de Katyn ou du poète Czeslaw Milosz sur le destin des intellectuels dans les Républiques populaires, et une conférence sur l'Homme révolté de Camus, par M. Givors, professeur à la Faculté de Droit. Toutes ces conférences sont suivies de débats où les opinions les plus diverses s'expriment librement. A ces séances assistent aussi bien des ouvriers ou de petits fonctionnaires que des membres de l'Université et des professions libérales, aussi bien des esprits de tendances libertaires que des esprits conservateurs, aussi bien des étrangers que des Français. Cette diversité, si rare aujourd'hui dans les réunions publiques, n'a pas soulevé la moindre difficulté, n'a jamais produit le moindre heurt. Le seul reproche que l'on fasse à la Maison de la Liberté est d'être trop petite. Mais il est reconfortant d'entendre des gens se plaindre de n'avoir pas eu de place, quand c'était pour assister à une conférence sur l'Allemagne ou sur le plan Schuman. Cela signifie qu'il reste des esprits libres, soucieux de se documenter et de confronter librement leurs opinions.

G. P.

ET BIENTOT UNE "MAISON" A SAINT-ÉTIENNE